

RAPPORT DE L'ÉVALUATION FINALE DU PROJET

« Vijana Wenye Nguvu kwa Amani : Jeunes
Outillés pour la Paix »



Étude réalisée par :

EXPERTISE
HUMANITAIRE & SOCIALE

direction@expertisehs.org



SOMMAIRE

Acronymes et sigles utilisés dans le rapport	2
Fiche et résumé de l'intervention	3
1. INTRODUCTION	5
1.1. Contexte du projet	5
1.2. Description de l'action	6
1.2.1. Résultats et stratégie	6
1.2.2. Axes d'intervention et bénéficiaires	7
2. OBJECTIFS DE L'EVALUATION	9
2.1. Objectif général	9
2.2. Objectifs spécifiques et questions évaluatives subséquentes	9
3. METHODOLOGIE	9
3.1. Echantillonnage	9
3.2. Revue documentaire	10
3.3. Entretiens avec les informateurs clés	10
3.4. Groupes de discussion	11
3.5. Assurance qualité sur l'évaluation	13
3.6. Ethique et responsabilité	13
3.7. Difficultés rencontrées pendant l'étude et stratégie de mitigation	13
5. ANALYSE DES CRITERES DE PERFORMANCES	15
5.1. Pertinence et Cohérence	15
5.1.1. Pertinence en lien avec le contexte	15
5.1.2. Pertinence en lien avec les besoins	16
5.2. Efficacité	18
5.3. Efficience	25
5.4. Durabilité	29
5.5. Les aspects transversaux	30
5.6. La coordination du projet	31
6. ANALYSES DES CHANGEMENTS INDUITS PAR LE PROJET (IMPACT)	31
7. POINTS D'AMELIORATION ET LEÇONS APPRISES	34
8. CONCLUSION	36
9. RECOMMANDATIONS	36
3. Bibliographie	37

Acronymes et sigles utilisés dans le rapport

ADF	Allied Democratic Forces
AGR	Activités Génératrices de Revenus
ANR	Agence Nationale des Renseignements
ASP	Action Solidaire pour la Paix
CLJ	Conseil Local de la Jeunesse
CPJ	Comité de Paix de la Jeunesse
DDG	Danish Demining Group
DRC	Danish Refugee Council
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FDLR	Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
FGD	Focus Groupe de Discussion
GBV	Gender Based Violence
M&E	Monitoring and Evaluation
MONUSCO	Mission de l'organisation des nations unies pour la stabilisation en RD Congo
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OS	Objectif Spécifique
OSCs	Organisations de la Société Civile
PNC	Police Nationale Congolaise
RAP	Recherche Action Participative
RDC	République Démocratique du Congo
SOFEPADI	Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral
STAREC	Programme de Stabilisation et de la Reconstruction de l'Est de la République Démocratique du Congo
TDR	Termes de Reference
TSI	Tableau de Suivi des Indicateurs
UNPBF	United Nations Peacebuilding

Fiche et résumé de l'intervention

Intitulé	“Vijana Wenye Nguvu kwa Amani : Jeunes Outillés pour la paix”
Code contrat/intervention	ICSP/2019/404-826
Localisation	Le territoire de Masisi (Kitchanga, Mweso et Nyamitaba) et Beni ville
Budget total	\$ 1 500 000
Institutions/organisations partenaires	DRC, SOFEPADI, POLE INSTITUTE et ASP
Durée de mise en œuvre	Date prévue du début du projet : 01/03/2019 Durée du Project en mois : 18 mois
Bénéficiaires finaux	Jeunes filles et garçons de Beni (ville) et Masisi (Mweso, Nyamitaba et Kitshanga)
Groupes cibles de l'intervention	Jeunes garçons et filles,
Impact	Un sentiment d'appartenance active à leur communauté en soutenant leur participation dans les efforts de gestion, de réduction de la violence et de la criminalité, de promotion de la paix et de dialogue démocratique, ainsi que dans l'analyse et gestion pacifique des conflits et la construction de leur résilience économique en appuyant leurs projets d'avenir, dans le but de prévenir et/ou réduire leurs motivations à rejoindre les groupes armés.
Outcome/Effets	OS1 : Les jeunes filles et garçons de Masisi et Beni sont intégrés dans les processus de dialogue démocratique dans la communauté et participent activement à la réduction de la violence et des conflits inter/intracommunautaires ; OS2 : Les jeunes filles et garçons (ciblés) de Masisi et Beni contribuent à la stabilisation accrue de leurs communautés à travers leurs propres autonomisations et la résilience économique ; OS3 : Les jeunes filles et garçons (ciblés) de Masisi et Beni contribuent à établir une base pour la résilience économique des jeunes à travers la planification individualisée et le soutien en moyens de subsistance.
Outputs/produits	Résultat 1.1 : Les jeunes filles et garçons sont engagés dans leur communauté et la confiance intergénérationnelle et intercommunautaire est établie et/ou renforcée ; Résultat 1.2 : Les jeunes filles et garçons participent activement dans la gestion, la médiation et prévention des conflits inter et intracommunautaires ; Résultat 1.3 : Les jeunes filles et garçons sont outillés pour lutter contre les discours de haine, en acquérant la capacité d'analyser de façon critique des messages politiques et en travaillant ensemble pour plaider en faveur de la prévention et la réduction de violence. Afin d'atteindre les objectifs précités, les activités suivantes ont été développées dans les différentes zones d'intervention du projet ;

Résultat 2.1 : Les jeunes filles et garçons comprennent leur environnement économique et professionnel et sont capables d'identifier les opportunités tel que : connaissance de l'environnement et identification des activités économiques et professionnelles ;

Résultat 2.2 : Les jeunes ciblés remettent en œuvre leurs plans professionnels et/ou de formation.

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte du projet

La République Démocratique du Congo (RDC) est en proie à une insécurité chronique depuis le déclenchement de la guerre qui a commencé en 1996. Cette première guerre a entraîné le pays dans une instabilité récurrente, surtout dans la partie Est, qui a été aggravée par une seconde guerre (1998-2003) qui impliqua neuf pays africains et une trentaine de groupes armés.

Après cette guerre, d'autres conflits armés plus localisés, mais toujours dévastateurs principalement dans le Nord Kivu, ont suivi et cette période sombre s'est achevée avec la reddition du M23, le 5 novembre 2013, mettant un terme aux interventions des pays voisins en RD Congo, même si des groupes armés se revendiquant ou en provenance de ces pays y ont poursuivi des incursions armées ou y ont établi leurs bases. Cette situation a dégénéré un conflit latent entre les couches de la population qui ont vécu les affres de la guerre.

C'est dans ce même ordre d'idées que les acteurs humanitaires (DRC-DDG, Pole Institute, Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral/SOFEPADI et Action Solidaire pour la Paix/ASP) travaillant dans ces zones ont mis en œuvre le projet « **Vijana Wenye Nguvu kwa Amani** »: Jeunes Outillés pour la Paix", financé par le Fonds de Consolidation de la Paix de UNPBF pour fournir aux jeunes femmes et hommes un sentiment d'appartenance active à leur communauté en soutenant leur participation dans les efforts de gestion, de réduction de la violence et de la criminalité, de promotion de la paix et de dialogue démocratique, ainsi que dans l'analyse et gestion pacifique des conflits et la construction de leur résilience économique en appuyant leurs projets d'avenir, dans le but de prévenir et/ou réduire leurs motivations à rejoindre les groupes armés.

L'étude Baseline réalisée par DRC dans les sites d'intervention, dans le cadre du démarrage de l'action relève :

- Avoir une connaissance plus solide sur les indicateurs du projet,
- Avoir des données de base pour l'évaluation à mi-parcours et l'évaluation finale
- Gérer la mise en commun et la consolidation de toutes les données collectées

Indicateur principaux mesurer lors de l'étude.

Au cours de notre étude, voici les indicateurs qui ont été mesurés au moyen des différentes questions administrées :

1. % des jeunes qui participent activement aux processus de dialogue démocratique dans leurs communautés
2. % des jeunes qui déclarent un sens d'intégration dans leurs communautés
3. % d'incidents violents adressés par les dialogues démocratiques au sein de la communauté ciblée en impliquant les membres des comités de paix des jeunes
4. % des jeunes ciblés déclarants une auto-perception et perspective vers leur avenir en termes positives
5. % des jeunes ciblé déclarant un sens d'intégration dans leurs communautés à la suite de la mise en œuvre de leurs plans de résilience économique et d'autonomisation.

1.2. Description de l'action

1.2.1. Résultats et stratégie

L'ISSSS est conçue pour soutenir la mise en œuvre du Plan de stabilisation et de reconstruction (STAREC) de la RDC et vise à fournir des dividendes tangibles de paix et à renforcer l'engagement politique en appui au processus de stabilisation. La zone autour de Kitshanga est en proie à plusieurs problèmes liés aux conflits armés selon chaque obédience ethnique qui vit dans le milieu. Ce conflit plonge toute la population dans une situation d'insécurité liée à la multiplicité des groupes armés (selon l'appartenance ethnique). Voyant cette situation qui perdure dans la zone, un projet I4S qui doit être exécuté d'une manière durable demeure une nécessité. Raison pour laquelle UNPBF à travers DRC et ses partenaires ont mis en place un projet de consolidation de la paix pour rassembler les jeunes autour d'une même cause.

Le projet vise à fournir aux jeunes filles et garçons de Beni (ville) et Masisi (Mweso, Nyamitaba et Kitchanga) un sentiment d'appartenance active à leur communauté en soutenant leur participation dans les efforts de gestion, de réduction de la violence et de la criminalité, de promotion de la paix et de dialogue démocratique, ainsi que dans l'analyse et gestion pacifique des conflits et la construction de leur résilience économique en appuyant leurs projets d'avenir, dans le but de prévenir et/ou réduire leurs motivations à rejoindre les groupes armés.

R1. Les jeunes femmes et hommes sont engagés dans leur communauté et la confiance intergénérationnelle et intercommunautaire est établie et/ou renforcée ;

R2. Les jeunes femmes et hommes participent activement dans la gestion, la médiation et prévention des conflits inter et intracommunautaires ;

R3. Les jeunes femmes et hommes sont outillés pour lutter contre les discours de haine, en acquérant la capacité d'analyser de façon critique des messages politiques et en travaillant ensemble pour plaider en faveur de la prévention et la réduction de violence ;

R4. Les jeunes femmes et hommes comprennent leur environnement économique et professionnel et sont capables d'identifier les opportunités ;

R5. Les jeunes ciblés remettent en œuvre leurs plans professionnels et/ou de formation.

Afin d'atteindre les objectifs précités, les activités suivantes ont été développées dans les différentes zones d'intervention du projet, entre autres :

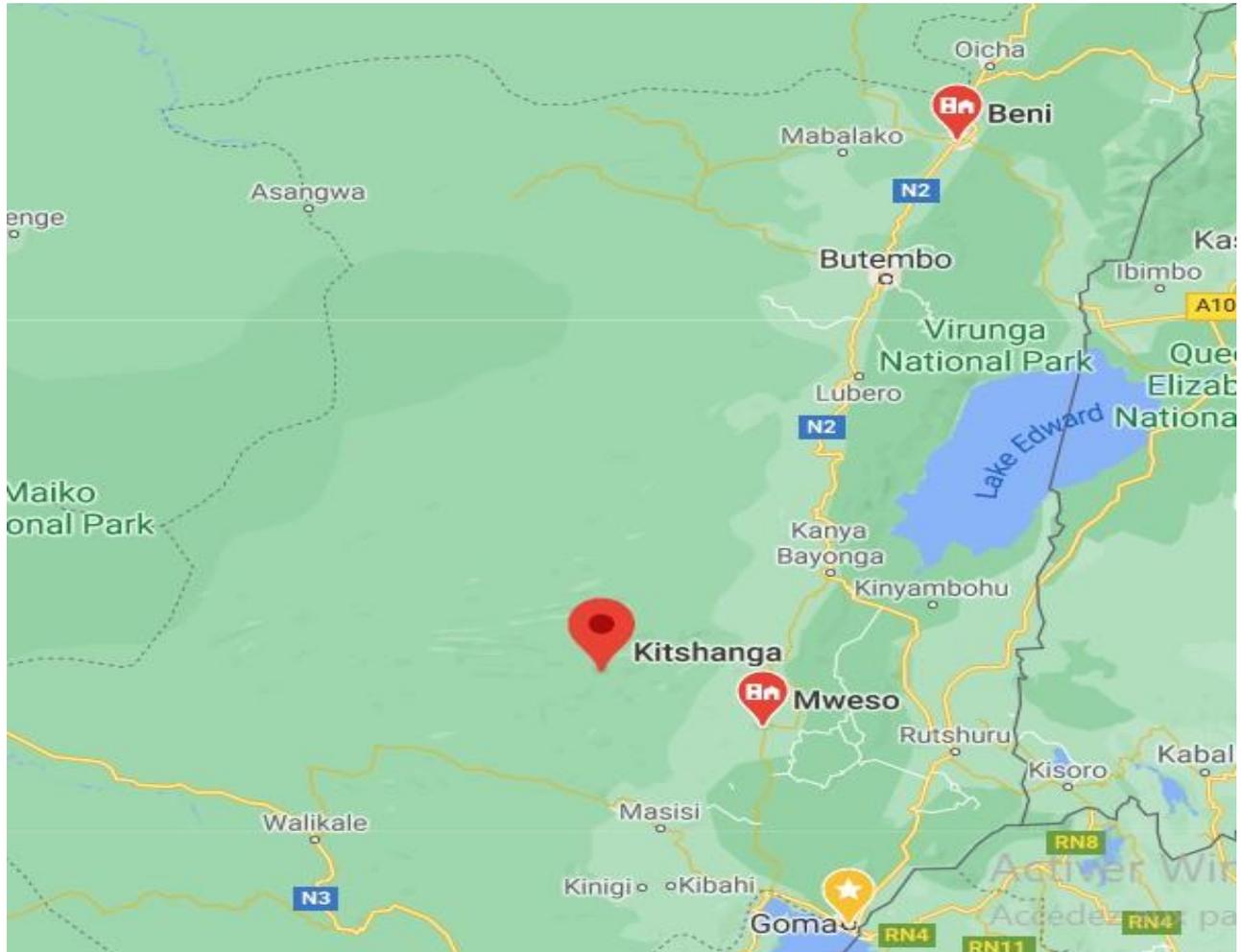
- ✓ Mener les dialogues démocratiques ;
- ✓ Faire des sensibilisations sur le droit de l'homme et de la femme ;
- ✓ Construction des centres de jeunes/centres communautaires ;
- ✓ Formation des bénéficiaires du projet en éducation civique, communication non-violente, technique de la gestion et résolution pacifique de conflits ;
- ✓ Forums communautaires sur les thèmes du rôle du genre, de l'autonomisation des femmes et de la masculinité positive ;
- ✓ Formation des bénéficiaires en analyse de contexte et d'acteurs, en analyse de messages politiques et médiatiques, techniques de plaidoyer ;

- ✓ Radiodiffuser à travers Pole FM les interventions des jeunes sur leur rôle clé dans la consolidation de la paix, la réconciliation et leur participation dans la gestion de conflits dans leurs communautés ;
- ✓ Etude de marché du travail de manière participative avec les jeunes et les membres des communautés ;
- ✓ Soutien aux jeunes dans l'identification des domaines pertinents d'intérêts professionnels et appui à leur formulation des plans individualisés pour la résilience économique ;
- ✓ Soutien individuel aux jeunes dans l'élaboration de leurs plans individualisés ;
- ✓ Aide dans l'organisation d'aide mutuelle et/ou établir des sessions de réseautage ;
- ✓ Soutien aux jeunes dans la mise en œuvre de leurs plans d'actions de résilience et autonomisation à travers le mentorat, l'apprentissage, les opportunités de formation et les kits de démarrage.

1.2.2. Axes d'intervention et bénéficiaires

La zone d'intervention a couvert 2 axes dont Masisi (Kitchanga, Mweso et Nyamitaba) et Beni ville dans le Nord-Kivu. A noter que ces axes ont été le foyer des groupes armés (ADF/NALU, Mai Mai, Nyantura, FDLR, etc.), à la base des violences, conflits et atrocités qui ont caractérisé le Nord-Kivu.

Cartographie des zones d'intervention dans la province du Nord-Kivu



Les bénéficiaires directs de cette intervention sont les jeunes (Filles et Garçons) des communautés ciblées, les leaders locaux et les autorités traditionnelles.

Les bénéficiaires indirects sont les populations de Masisi (Kitchanga, Mweso et Nyamitaba) et Beni ville dans le Nord-Kivu et les partenaires techniques et financiers.

OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

1.3. Objectif général

Évaluer la pertinence, efficacité, efficience et la durabilité de l'approche, ainsi que l'intégration de l'approche genre dans les interventions du projet au niveau des bénéficiaires. En d'autres termes, déterminer si les résultats escomptés ont été atteints, identifier les points forts et les défis liés aux objectifs généraux et aux résultats attendus du projet et donner des recommandations et des points d'apprentissage.

1.4. Objectifs spécifiques et questions évaluatives subséquentes

En étroite collaboration avec toute l'équipe du projet, les partenaires du projet (Vijana Wenye Nguvu kwa Amani) et les communautés bénéficiaires, l'équipe de consultants a conduit une évaluation finale avec les objectifs suivants :

- ✓ Évaluer la pertinence par rapport aux priorités initiales, sectorielles et les besoins spécifiques des bénéficiaires et des partenaires du projet ;
- ✓ Apprécier si les résultats du projet étaient réalistes et spécifiques pour résoudre les problèmes identifiés ;
- ✓ Évaluer le respect entre les résultats attendus et les priorités des principaux acteurs, en particulier des bénéficiaires ;
- ✓ Évaluer les ajustements qui ont été effectués et ce qui pourrait être fait d'autre si nécessaire.

Ces objectifs spécifiques sont déclinés dans les questions d'évaluation données par les TDR, et articulés comme suit : la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité, l'impact, la cohérence, les questions transversales.

2. METHODOLOGIE

L'étude a été menée dans la province du Nord-Kivu, précisément dans 2 axes d'intervention dont Masisi (Kitchanga, Mweso et Nyamitaba) et Beni ville et la méthodologie utilisée s'est articulée autour d'une revue documentaire et de DRC et les discussions de groupes, avec les bénéficiaires directs et indirectes et les parties prenantes au projet : ONG partenaires d'exécution. Nous avons également utilisé la méthodologie de récolte des changements (Outcome Harvesting) et de Changements les plus significatifs (Most Significant Change) avec un accent sur la sensibilité au genre, à l'âge, aux conflits. Le respect des droits des personnes ressources était de rigueur, l'anonymat et la confidentialité ont été observés strictement tout au long de ce processus ainsi que le respect du contexte socioculturel et sanitaire. Les informateurs clés ont été identifiés à partir des listes de contacts disponibles par DRC et ses partenaires sur le terrain. Au-delà des informateurs clés, d'autres interviewés ont été identifiés à partir d'une approche aléatoire.

2.1. Échantillonnage

La revue documentaire couvre l'ensemble du portefeuille relevant du projet. Les entretiens, en revanche, portent sur un échantillon de répondants choisis d'un commun accord entre le Consultant et le commanditaire, mais selon les critères d'inclusion ci-dessous arrêtés par le premier :

- ✓ Couverture stratégique du portefeuille : avoir des personnes et des interventions qui représentent les différentes composantes du projet ;

- ✓ Taille stratégique : privilégier les interventions ayant une certaine significativité ;
- ✓ Qualité : avoir des interventions réputées performantes et d'autres qui seraient moins, pour permettre des apprentissages diversifiés, articulées sur les succès et les insuccès (en toute éventualité).

2.2. Revue documentaire

Certaines informations pouvant renseigner sur le projet ont été tirées dans les rapports produits par le projet tout au long de sa mise en œuvre (rapport d'évaluations, rapports d'activités, cadre logique du projet, tableau de suivi des indicateurs, etc.).

2.3. Entretiens avec les informateurs clés

Sur base d'un guide d'entretiens semi-structurés, il a été question de s'entretenir avec les informateurs clés physiquement avec des acteurs parties prenantes au projet pour renseigner les questions de recherche, y compris le niveau de partenariat. **Au total 48 entretiens individuels ont été effectués à 4 niveaux** : niveau interne au projet, niveau communautaire, aux partenaires et aux bénéficiaires du projet.

Voici les informateurs clés et leurs fonctions avec qui nous nous entretenus durant l'étude selon les axes :

Beni ville : Point focal de SOFEPADI, Point focal de Pole Institute, Colonel des FARDC, Commandant de la Police Nationale Congolaise, chefs de Quartiers (Tamende et Kanzuli) , Responsable de la fonction Public de la commune de Beu, Président du CPL (Conseil de Paix de la Jeunesse), président du CPJ (Conseil de Paix de la Jeunesse) ;

Kitshanga : Point focal de Pole Institute, Point focal de l'ASP, secrétaire de groupement de la chefferie Bashali Mukoto, Commandant de la Police Nationale Congolaise de Kitshanga, président du CPJ (Conseil Local de la Jeunesse) ;

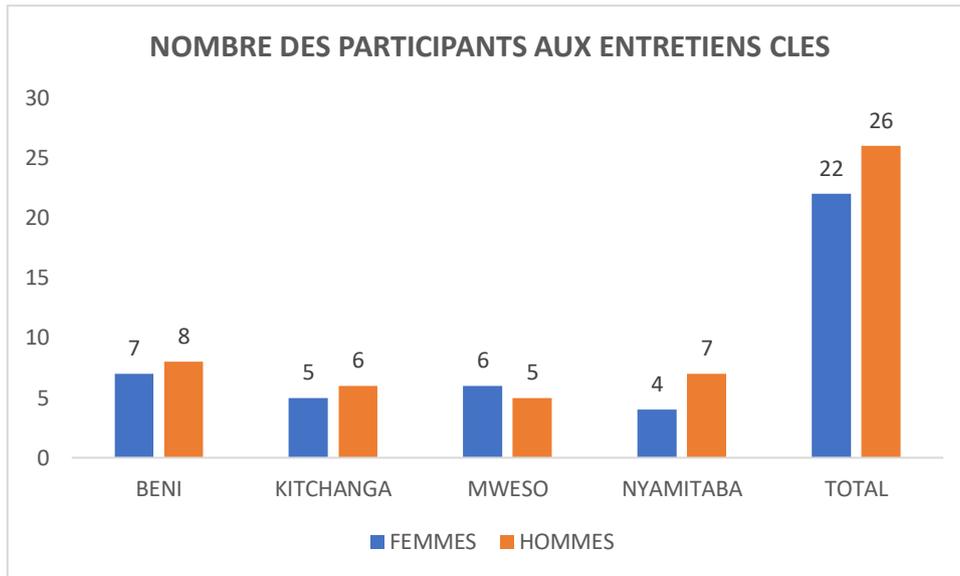
Mweso : Chef de Groupement Mweso, Point focal de Pole Institute, Point focal de l'ASP, président du CPJ (Conseil de Paix de la Jeunesse), vice-président de CLJ (Conseil Local de la Jeunesse), Commandant de la Police Nationale, Congolaise Mweso et le secrétaire de groupement de Mweso, chef du village Mweso ;

Nyamitaba : Responsable de STAREC, chef de groupement de Bashali Kayembe, Chef du village, Point focal de Pole Institute, Président du CPJ(Conseil de Paix de la Jeunesse), président de CLJ, Commandant de la Police Nationale Congolaise.

Le tableau ci-dessous reprend les nombres des informateurs clés interviewés dans chaque zone d'intervention :

Tableau n°1 : Nombre des informateurs clés selon chaque zone d'intervention

AXES	Femmes	Hommes	Total
Beni	7	8	15
Kitshanga	5	6	11
Mweso	6	5	11
Nyamitaba	4	7	11
Total	22	26	48



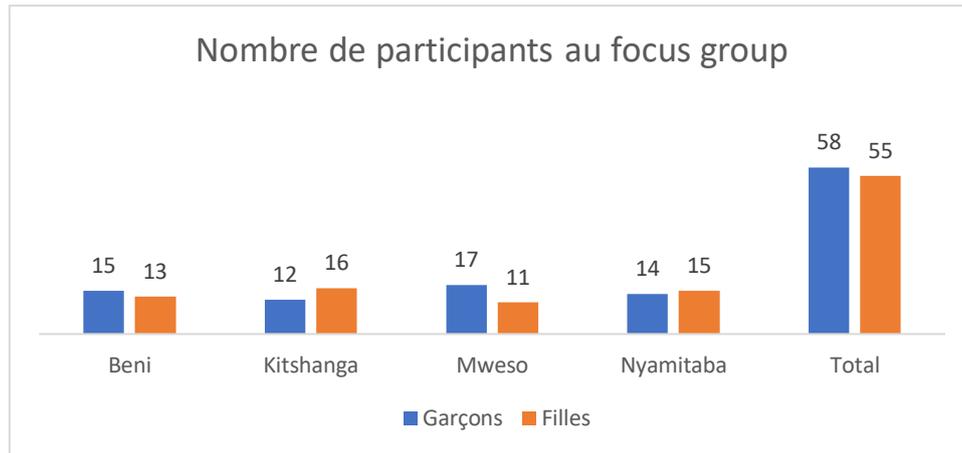
Au regard des informations reprises dans le graphique ci-haut, nous constatons que parmi des informateurs clés les femmes étaient au nombre de 22 soit 45,8 ≈ 46% et les hommes étaient au nombre de 26 soit 54,1 ≈ 54%. Ces données pourraient être expliquées par le fait que dans le contexte du projet les femmes sont moins représentées dans l'espace de prise des décisions et de la gestion des affaires publiques.

2.4. Groupes de discussion

Des groupes des discussions homogènes et mixtes ont été organisés avec des jeunes filles, des jeunes garçons, des hommes, des femmes. Ainsi donc, suite aux restrictions liées au covid-19 et aux rumeurs sur la perception du covid-19 dans chaque zone et pour assurer la sûreté des participants et des enquêteurs, les groupes de discussion composés de 7 personnes au plus, ont été organisés dans les axes échantillonnés en respectant les mesures barrières. **Au total 16 groupes** de discussions ont été organisés dans les 2 axes d'intervention du projet : Masisi (Mweso, Kitshanga et Nyamitaba) et Beni ville.

Tableau N°2 : Nombre des jeunes bénéficiaires ayant participé au focus groups selon chaque zone d'intervention

Axes	Garçons	Filles	Total
Beni	15	13	28
Kitshanga	12	16	28
Mweso	17	11	28
Nyamitaba	14	15	28
Total	58	55	112

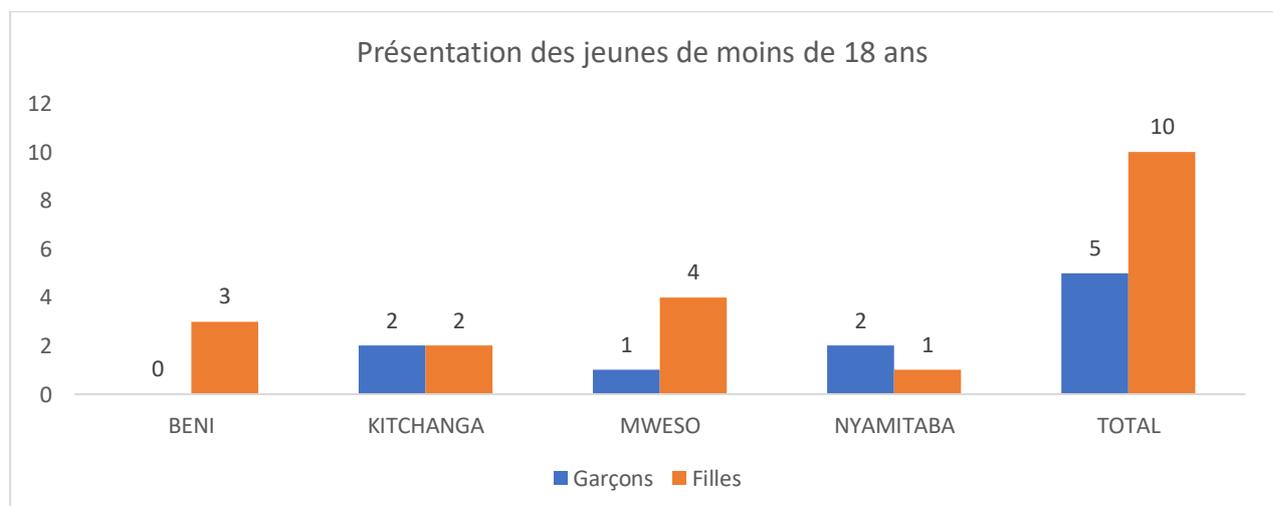


Au regard des informations reprises dans le graphique ci-haut, nous constatons que parmi les jeunes bénéficiaires ayant participé au focus groups, les filles étaient au nombre de : 55 soit 49,1 ≈ 49% et les garçons étaient au nombre de 58 soit 51,7 ≈ 51%.

De ce nombre des jeunes bénéficiaires ayant participé au focus groups, il y a 15 jeunes qui ont un âge variant entre 15-17 ans que nous avons repartis selon les zones d'intervention dans le tableau ci-dessous :

Tableau N°3 : Nombre des jeunes bénéficiaires âgés qui ont un âge variant entre 15-17 ans ayant participé au focus groups selon chaque zone d'intervention selon chaque zone d'intervention

AXES	GARCONS	FILLES	TOTAL
Beni	0	3	3
Kitshanga	2	2	4
Mweso	1	4	5
Nyamitaba	2	1	3
Total	5	10	15



Au regard des informations reprises dans le graphique ci-haut, nous constatons que parmi les jeunes bénéficiaires qui ont un âge variant entre 15-17 ans, les filles étaient au nombre de : 10 soit 66,6 ≈67% et les garçons étaient au nombre de 5 soit 33,3≈ 33%. Le nombre inférieur de participation des bénéficiaires de moins de 18 ans au focus groups s'explique par le fait qu'ils étaient mécontents suite à l'inéligibilité à la réinsertion économique.

2.5. Assurance qualité sur l'évaluation

L'assurance qualité sur les produits de la mission sera assurée à plusieurs niveaux. A l'intérieur de l'équipe d'évaluation, le Consultant principal s'est appuyé sur son expertise et son expérience des missions similaires pour dérouler les méthodes appropriées et collecter des données de qualité, puis conduire des analyses pertinentes et de haut niveau. Il a pratiqué régulièrement l'auto-contradiction pour tester la robustesse de ses perspectives.

A l'externe, le Groupe de Référence a été pour la mission, un cadre exigeant d'échanges et d'alerte, y compris sur les questions de qualité. Enfin, les échanges entre l'Évaluateur et le cadre de gestion des évaluations mis en place par DRC ont contribué naturellement à la stabilisation d'un rapport final de haute facture.

2.6. Ethique et responsabilité

Le Consultant s'est conformé entièrement aux prescriptions éthiques et professionnelles. Plus spécifiquement, pour garantir à la mission le plus haut standard de professionnalisme, les attitudes suivantes ont été observées :

- ✓ Donner un égal respect aux parties prenantes interviewées ;
- ✓ Respecter la liberté de parole des interlocuteurs ;
- ✓ Respecter la diversité des acteurs et la refléter dans un échantillonnage inclusif ;
- ✓ Respecter les groupes à vulnérabilité particulière en utilisant les protocoles appropriés pour communiquer avec eux ;
- ✓ Faire comprendre à tous les interlocuteurs que l'évaluateur n'est ni staff de DRC, ni membre d'aucune autre partie prenante, mais un professionnel externe et indépendant qui recherche des informations et des retours sur le projet et sa mise en œuvre ;
- ✓ Assurer aux sources toute la confidentialité nécessaire ;
- ✓ Traiter avec tous dans la transparence, le respect et la sérénité ;
- ✓ S'écarter de toutes pratiques prohibées par le droit et la morale.

2.7. Difficultés rencontrées pendant l'étude et stratégie de mitigation

La collecte des données s'est avérée plus courte par rapport au volume du travail. Sur le terrain, nous avons rencontré plusieurs difficultés à savoir :

- ✓ Dans certaines zones, indisponibilité des bénéficiaires qui ont un âge variant entre 15-17 ans
- ✓ La réticence à répondre dans les détails de certains bénéficiaires.

En ce qui concerne les non-respects des rendez-vous des enquêtés, nous avons fait des aménagements de temps en rassurant à nouveau les enquêtés de l'intérêt de l'étude et nous reprenions un nouveau rendez-vous. Néanmoins, nous n'avons pas pu convenir de nouveaux rendez-vous avec certains enquêtés.

3. DEMARRAGE DE L'ÉVALUATION

L'évaluation s'est réalisée sur une période allant du 10 au 26 Février 2021 suivant les phases détaillées ci-après :

La première phase de la mission a consisté d'entreprendre une série d'activités initiales, dont le point culminant est l'élaboration du rapport de démarrage initial. Ces activités comprenaient :

- ✓ Une rencontre de cadrage entre DRC et Expertise HS ;
- ✓ Un examen approfondi des documents et données pertinents et disponibles ;
- ✓ Un développement détaillé de la méthodologie et de la conception de l'étude ;
- ✓ Des réunions et consultations avec diverses parties prenantes dans la mise en œuvre du projet ;
- ✓ La rédaction du rapport de démarrage.

La deuxième phase de la mission a démarré par la revue documentaire. Celle-ci a consisté à collecter et à exploiter toute la documentation disponible sur le projet, à savoir : la note conceptuelle et les documents qui sont les preuves de la mise en œuvre du projet, dont : les rapports d'activités, les rapports mensuels, le rapport d'enquête de base, le cadre logique mis à jour, les plans de travail périodique, etc.... En plus, le rapport d'enquête de base et l'enquête finale de la mise en œuvre de l'action a fait l'objet de recherches additionnelles. Les données recueillies de cette revue documentaire ont été utilisées en complément d'informations dans l'analyse des données et de l'évaluation.

La troisième phase de la mission a porté sur des entretiens avec les bénéficiaires, les acteurs et les parties prenantes. Les entretiens individuels étaient organisés à quatre (4) niveaux différents : (i) Au **niveau interne** au projet : les entretiens ont ciblé les équipes de mise en œuvre du projet, notamment le département de suivi - évaluation (M&E) ; l'équipe de coordination du projet : Country représentative DRC, Senior Programme Manager et les partenaires clés du projet ; Coordonnateur de Pole Institute (ii) Au **niveau communautaire et local** : Les associations des femmes, les associations et mutuelles des jeunes, les membres des OSC, les chefs des quartiers ou administratifs à la base (cellule et autres), les chefs coutumiers, les jeunes et les structures religieuses, Administrateurs du territoire, chefs des secteurs, PNC/FADRC, (iii) Au **niveau des bénéficiaires** : les jeunes (Filles et Garçons) ; (iv) Au **niveau partenaires** : SOFEPADI, ASP et POLE INSTITUTE.

Des Focus Groupes de Discussion (FGD) homogènes et mixtes ont été organisés en faveur des hommes, femmes, membres des communautés répartis dans les associations des femmes, les associations et mutuelles des jeunes, les membres des OSCs, les chefs des quartiers ou administratifs à la base (cellule et autres), les chefs coutumiers, les jeunes et les structures religieuses. Les FG ont pris en compte les jeunes filles et garçons bénéficiaires du projet. Un guide de focus group a été élaboré par le cabinet Expertise HS et validé au préalable par DRC. Lors des discussions, les facilitateurs des groupes ont mis l'accent sur l'importance de la confidentialité des données collectées. Ainsi donc, suite aux restrictions liées au covid-19 et aux rumeurs sur la perception du covid-19 dans chaque zone et pour assurer la sûreté des participants et des enquêteurs, les groupes de discussion composés de 7 personnes au plus ont été organisés dans les provinces et territoires échantillonnés en respectant les mesures barrières. Au total 16 groupes de discussions ont été organisés dans les 2 axes d'intervention : Masisi (Kitshanga, Mweso et Nyamitaba) et Beni ville.

La quatrième phase de la mission a consisté, dans la suite de la collecte des données secondaires et primaires, et de leur exploitation, à analyser cette matière accumulée et à rédiger le rapport. Une première version, transitoire, est diffusée pour recueillir encore les observations des parties, avant que la version finale soit élaborée en tenant dûment compte de ces observations.

4. ANALYSE DES CRITERES DE PERFORMANCE

L'analyse a été basée sur les critères d'évaluation tels que définis dans les termes de référence de la mission, notamment : *la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité, l'impact, la cohérence*, mais aussi la prise en compte des thématiques stratégiques transversales, en fonction de leur pertinence dans le projet, mais le genre en tout état de cause. Elle débouche sur les constats, leçons apprises et recommandations dans une logique d'apprentissage en perspective d'un nouveau cycle de programmation sur les mêmes thématiques.

4.1. Pertinence et Cohérence

Dans le chapitre de la pertinence, nous avons évalué si l'action correspondait aux attentes des jeunes filles et garçons et aux besoins des zones ciblées. Elle a concerné la mesure dans laquelle les objectifs envisagés par le projet répondaient correctement aux problèmes identifiés ou aux besoins réels.

4.1.1. Pertinence en lien avec le contexte

L'évaluation externe a procédé à la mise en lien entre le contexte de l'intervention et l'historique des actions de consolidation de la paix menées dans le Nord-Kivu où la crise a débuté jusqu'à nos jours. Ledit projet peut être considéré comme un projet très pertinent tant par sa couverture géographique ainsi que les acteurs que le projet a impliqués dans le but d'apaiser les tensions locales et de manipulation politique à travers le dialogue et des initiatives en faveur de la paix et de la réconciliation car une crise dont les racines profondes sont communautaires ne peut être résolue que par le dialogue inclusif à base communautaire.

La RAP conduite par DRC et ses partenaires a par ailleurs démontré une fracture entre les communautés, les forces de sécurité et autorités politiques.

A travers les données recueillies sur terrain, nous pouvons affirmer la pertinence du projet par rapport aux acteurs qu'il a impliqué tout au long de la mise en œuvre du projet.

4.1.2. Pertinence en lien avec les besoins

Avant l'implémentation du projet DRC avait organisé une étude d'évaluation des besoins dans les zones d'intervention. Cette évaluation a permis de privilégier des besoins prioritaires tels que la consolidation de la paix à travers la formation des jeunes dans les techniques de gestion des rumeurs, la sensibilisation sur les droits de l'homme, la résolution des conflits mais aussi la résilience économique dans le cadre de promouvoir l'autonomie et de découragement le ralliement des jeunes aux groupes armés.

L'objectif général de l'étude que DRC a réalisé dans les différentes zones d'intervention du projet a été fait pour mesurer les niveaux de connaissance des jeunes sur les différentes thématiques qui seront développées dans le projet afin de pouvoir mesurer le changement auprès de ces jeunes à la fin du projet.

Selon les membres du consortium, le projet était pertinent par le fait qu'il a touché les problèmes (conflits communautaire, violation des droits de l'homme et l'autonomisation des jeunes) qui sont réels dans les zones d'intervention, mais le comble en est que le plus grand nombre des jeunes qui étaient censés être bénéficiaires du projet n'ont pas été retenus lors du ciblage du fait que le nombre était réduit. Selon eux, la nécessité de reconduire ce même projet reste une préoccupation majeure.

A Beni, « lors des entretiens avec les jeunes bénéficiaires de la commune de Bungulu, l'un d'entre eux fut Mai-Mai, et a avoué que ce projet était le bienvenu car il a appris bien des notions telles que la résolution des conflits, la gestion des rumeurs et comment tenir le dialogue en cas des conflits. Il a renchéri en disant que toutes ces notions apprises lui permettront d'être artisan de la paix et de la non-violence dans sa communauté ».

Pour les filles de la commune de Bungulu (Béni Ville) lors d'un focus group, elles ont déclaré que « le projet était pertinent parce qu'avant, elles n'étaient pas capables de se tenir devant une foule immense et commencer à défendre leurs droits, mais avec les acquis du projet elles sont capables de le faire sans complexe ».

Les jeunes de Kitshanga quant à eux, « le projet était pertinent parce qu'avec les actions menées, il y a eu réduction du chômage pour certains jeunes bénéficiaires de la formation en coupe couture, la coiffure, mécanique et pâtisserie ».

Les stratégies mises en place dans le cadre des activités du projet ont permis de résoudre les problèmes de la communauté en impliquant les jeunes et toute la communauté dans le processus de la recherche des solutions (résolution des conflits, gestion des rumeurs, dialogue inter communautaire, la résilience économique et cohabitation pacifique).

Les activités du projet répondent aux besoins prioritaires au sein de notre communauté à travers :

- Les sensibilisations sur les Violences Sexuelles et Basées sur le Genre : ces dernières ont facilité les jeunes à avoir une connaissance approfondie sur les GBV.
- La sécurité : celle-ci a permis aux jeunes de s'impliquer pour lutter contre l'insécurité dans leurs communautés.
- Le dialogue sur la Résolution pacifique des conflits, la gouvernance locale et le Genre : ce qui a favorisé un changement positif des mauvaises pratiques au sein de la communauté.
- La Cohabitation pacifique : le projet a réuni les jeunes des différentes ethnies qui ne pouvaient plus collaborer.

- La Gestion des rumeurs : le projet a réussi à inculquer aux jeunes les différentes techniques de trianguler les informations avant de les reprendre dans toute la communauté pour éviter des paniques.
- La résilience économique a contribué à lutter contre la manipulation des jeunes à adhérer dans les groupes armés.

Ce projet « *Vijana Wenye Nguvu kwa Amani : Jeunes Outillés pour la paix* » a créé plusieurs améliorations dont les plus visibles sont la confiance rétablie entre les communautés (Tutsi, Hunde, Hutu, Nande etc.), les jeunes s'impliquent dans la résolution des conflits qui surgissent entre eux et suite aux dialogues qui ont été initiés par le projet il y a collaboration entre les services de sécurité, les autorités et les jeunes » a souligné le responsable du Programme STAREC.

4.1.3. Pertinence en lien avec les besoins de la communauté

Lors de nos entretiens dans le territoire de Masisi, précisément à Mweso, le chef de groupement affirmait que « *Très honnêtement je m'attendais à un projet qui allait surtout faire la distribution des vivres et de l'argent, mais ma participation aux séances de dialogue m'a permis de comprendre que pour manger, il faut vivre et pour vivre il faut avoir la paix* ». Ces propos confortent notre constat selon lequel les acteurs humanitaires ont développé des projets de Cash/distribution et ont manqué un projet important de dialogue communautaire et donc ce projet de DRC est venu renforcer la cohésion, la cohabitation des populations déchirées par des conflits ethniques.

Lors d'un entretien avec les responsables de la police nationale et des FARDC nous ont déclaré qu'auparavant ils vivaient une forte rivalité avec les jeunes de la ville de Beni par manque d'information. Mais lors d'une rencontre organisée par des jeunes à travers le dialogue communautaire, ils ont su expliquer aux jeunes leur rôle à jouer pour restaurer la sécurité à travers toute la ville, et qu'ils doivent savoir que les FARDC et la Police Nationale ne sont pas leurs ennemis mais plutôt leurs collaborateurs. Suite à cette activité les jeunes ont été convaincus et maintenant ont renoué une bonne collaboration avec la police nationale et les FARDC.

Selon un cadre de la commune de Beu (Beni), le projet a impacté positivement, parce qu'après avoir bénéficié des formations sur les droits de l'homme et sur les dialogues communautaires, le comportement des jeunes a changé positivement à tel point qu'ils sont devenus référents et les prédicateurs des bons exemples de la paix.

La cheffe de quartier Tamende à Béni a fait savoir que le projet était pertinent car la communauté locale était impliquée dans la mise en œuvre des activités du projet tel que les sensibilisations sur les droits de l'homme, le dialogue communautaire, les résolutions des conflits et la résilience économique.

L'échantillon des jeunes bénéficiaires des formations et sensibilisation que nous avons rencontrées ont souligné qu'ils étaient moins outillés avant le projet pour conduire des processus de dialogue, ce qui nous permet de confirmer la pertinence en lien avec le besoin en renforcement de capacités des acteurs cible du projet.

Brièvement, le projet était adapté au contexte de la communauté et un besoin était ressenti dans ce cadre. Selon les observations sur terrain le projet a été appuyé et a eu la participation de la communauté entière.

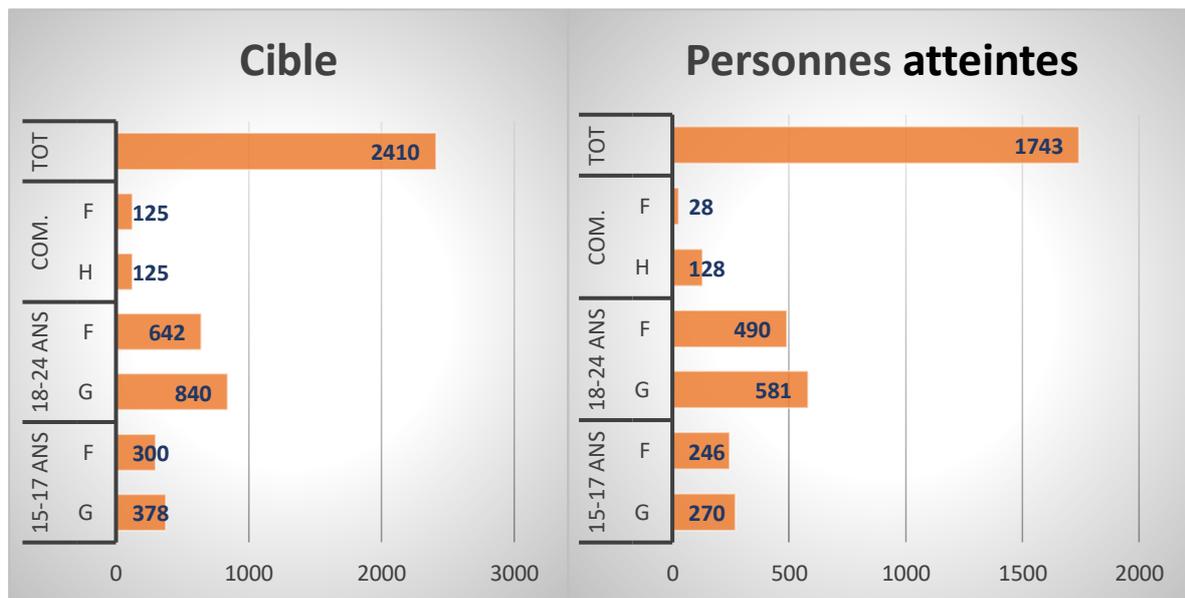
4.2. Efficacité

Dans cette partie de l'étude, il sied de mesurer l'écart entre les résultats obtenus et les résultats envisagés au départ le projet est basé sur les indicateurs fixés. La mesure de l'efficacité se limite aux effets directs induits par les activités à différencier avec l'impact qui va se concentrer sur les changements sociaux et les comportements observables induits par les projets.

Résultat/R 1.1 - Les jeunes femmes et hommes sont engagés dans leurs communautés et la confiance intergénérationnelle et intercommunautaire est établie et/ou renforcée

Les résultats des enquêtes sur les études de base réalisées dans le cadre de ce projet, ont montré la participation active des jeunes aux processus de dialogue démocratique dans les communautés et ces derniers déclarent un sens d'intégration dans leurs communautés. C'est pour cette raison que certaines cibles ont été prévues mais n'ont pas été atteintes.

Graphique n°1 : Nombre de fréquentation des participants aux sessions de la discussion communautaire sur le rôle des jeunes dans la gouvernance communautaire et la consolidation de la paix dans les zones d'intervention.



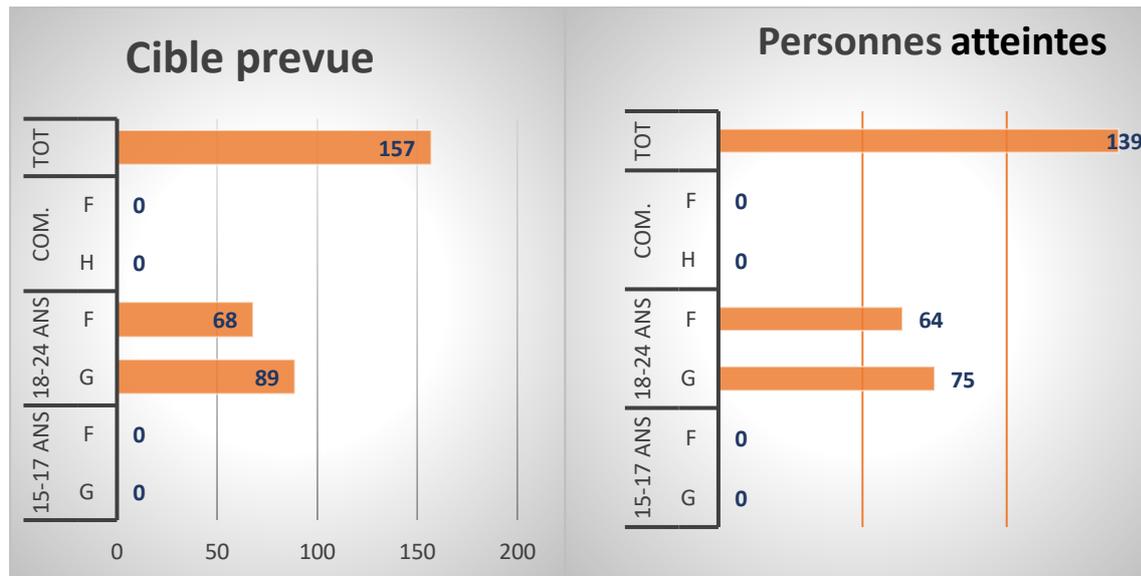
Le graphique ci-haut montre une différence de 667 dans la fréquentation de 360 bénéficiaires du projet aux sessions de discussion communautaire sur le rôle des jeunes dans la gouvernance communautaire et la consolidation de la paix dans la zone d'intervention pour l'atteinte de la cible prévue. En outre, la cible du deuxième indicateur sur l'organisation de séance a été atteinte.

Sur 1440 fréquentations de 360 participants prévus aux sessions de la sensibilisation communautaire sur les droits de l'homme et de la femme dans les zones d'intervention pour la deuxième activité, seulement 999 fréquentations ont été enregistrée ce qui signifie que cet

indicateur a été atteint mais pas comme prévu. Par ailleurs la cible sur la réalisation des séances a été atteinte avec succès.

Six centres des jeunes ont été construits dans les zones d'intervention suivante : Nyamitaba, Mweso et Beni ville alors que la cible était de trois centres. Par contre, pour les trois centres communautaires prévus pour être construits dans les zones d'intervention, rien n'a été fait.

Graphique n°2 : Le nombre des jeunes ayant participé aux cash-for-work lors la construction des centres

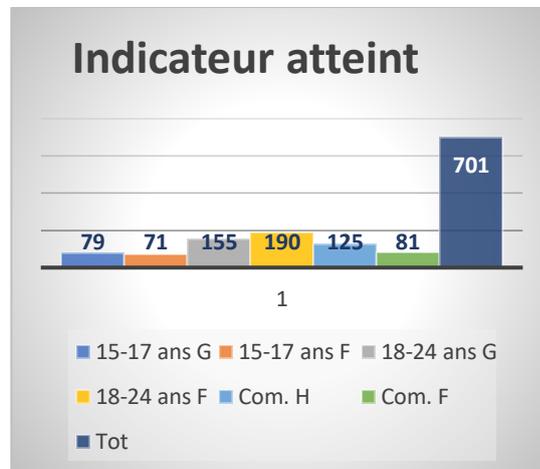
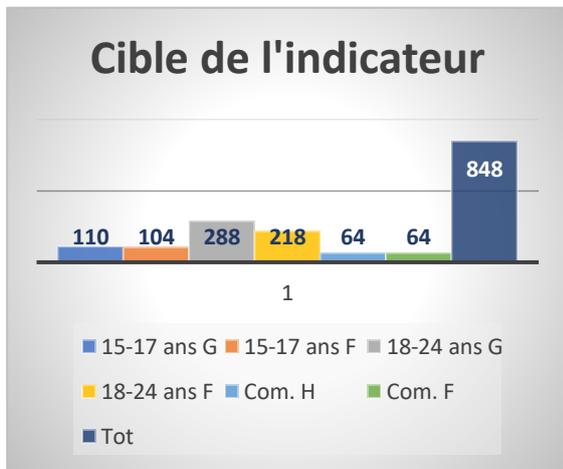


Le Cash for Work était focalisé dans la construction des centres des jeunes, dont les garçons de plus de 18 ans ont constitué la majorité des participants car c'est une activité purement technique. Raison pour laquelle sur 157 jeunes ciblés seulement 139 jeunes soit 89% parmi lesquels 75 jeunes garçons et 64 jeunes filles ont été atteints.

Résultat/R 1.2 - Les jeunes femmes et hommes participent activement dans la gestion, médiation et prévention des conflits intra et intercommunautaire

Sur 1080 membres de CPJ participants aux sessions de formation sur la communication non-violente, l'éducation civique et les techniques de la gestion et résolution pacifique des conflits, seulement 680 membres soit 62,96% ont été atteints. Par ailleurs l'activité pour soutenir les CPJ en dispensant la formation et les techniques de la gestion et la résolution pacifique de conflits dans les écoles les endroits cibles a été reconvertie à une activité de la mise en place du mécanisme de suivi des plans d'actions assortis lors des dialogues démocratiques et définitions des prochaines activités à mener dans les centres construits.

Graphiques n°3 : Nombre de participant aux sessions de discussions sur les plans d'actions et les prochaines activités du projet dans les centres



Les deux graphiques ci-hauts nous renseignent sur le nombre des participants aux sessions des discussions sur les plans d'actions et les prochaines activités du projet dans les centres. En comparant les deux figures, nous pouvons dire que cet indicateur a été atteint à 82,67%. Par contre l'indicateur sur le nombre des séances des dialogues tenus a été atteint à 100%.

Résultat 1.3 - Les jeunes femmes et hommes sont outillés pour lutter contre les discours de haine, en acquérant la capacité d'analyser de façon critique des messages politiques publiques, et en travaillant ensemble pour plaider en faveur de la prévention et la réduction de violence

Pour l'activité sur le renforcement de capacité à travers la formation aux outils (tel que l'analyse de contexte et l'analyse d'acteurs) afin de développer la capacité des jeunes femmes et hommes de façon à critiquer les messages politiques et médiatiques qui transmettent la violence raciale ou basée sur le genre aussi bien qu'encourager les CPJ à entreprendre l'analyse mensuelle collaborative à travers les réunions. Les cinq réunions de CPJ soit 100% autour des analyses critiques collaboratives sur les messages politiques et médiatiques (au sein et hors de la phase de formation) prévus ont été réalisées.

Les jeunes Bénéficiaires ont été formés sur les thématiques suivantes :

Activité 1

- Théorie de la manipulation
- Gestion de rumeurs
- Analyse des messages critique et déconstruction des manipulations
- Les stratégies de déconstruction de la manipulation
- Exercices pratique sur la manipulation

Activité 2

- Introduction au plaidoyer
- Communication comme technique de plaidoyer
- Comment monter une stratégie de plaidoyer
- Action-suivi-évaluation du plaidoyer

- Exercices pratiques sur le montage des messages de paix, et les techniques de plaider
Comme 240 jeunes à Masisi et 120 à Beni devraient être formés, l'attente de la fin de l'activité 2 a connu un retard, qui était causée par la pandémie Covid 19, qui a obligé Pole Institute d'organiser les activités au mois de Mai et de Juin 2020.

Dans ces formations le taux de présences se résume de la manière suivante :

- **Kitshanga** pour 14 jours de formation : sur 1200 prévus 1071 étaient présents dont 551 jeunes garçons et 520 jeunes de filles soit 89,25% de taux de présences de bénéficiaires du projet.
- **Nyamitaba et Mweso** ont quand même été particuliers dans le sens où les activités de formation se sont déroulées en même temps que les constructions des centres de jeunes dans les sites. Cette activité étant leader par DRC, elle utilisait l'approche Cash for Work pour les bénéficiaires de plus de 18 ans. Voilà pourquoi le consortium a élaboré une stratégie selon laquelle les formations devraient avoir lieu avec les moins de 18 ans pour que plus tard nous organisions des séances de formation pour le plus de 18 ans mais que les formateurs soient assistés par les jeunes de moins de 18 ans. Pour les jeunes de moins de 18 ans :
 - **Nyamitaba** : 200 jeunes prévus, 200 ont participé aux activités 1 et 2
 - **Mweso** : 82 jeunes ont participé sur 100 jeunes prévus (activité 1) et 75 jeunes ont participé sur 100 jeunes prévus (activités 2) soit 157 jeunes présents sur 200.

Nous avons suivi la stratégie, ce qui nous a conduits à organiser les séances de formation pour les plus de 18 ans au mois de Juin. Ces formations ont eu un taux de présences de 462 présences sur 480 soit un taux de présences de 96,25% de jeunes de 18 à 24 ans.

- **Beni** : 895 jeunes ont participé dont (575 garçon et 320 filles) sur 1200 jeunes prévus soit 75,5% de taux de présences.

1.3.1. Activité : Emission Radio

Le rôle de la radio dans le projet a été principalement d'offrir une très bonne communication entre le projet et les auditeurs de Pole.

Toutes les émissions ont été produites localement. La stratégie de production a été de greffer les activités de production de la radio aux activités du programme. Cela a impliqué les descentes des journalistes sur terrain en même temps que le programme, ce qui a garanti une bonne couverture médiatique des activités du projet en plus des émissions à produire. Les réalisations de la radio, peuvent être énumérées de la manière suivante :

La radio Pole FM a produit 74 émissions hebdomadaires dont 70 Magazines et 4 émissions débats sur les 72 émissions hebdomadaires prévues par le projet.

Les 2 Magazines supplémentaires ont été négociés par le programme lors de la distribution des kits au bénéficiaires (cette activité ayant été exécutée dans la période d'extension, pourtant les émissions hebdomadaires prévues étaient déjà épuisées, Pole Fm nous a accordé 2 autres magazines pour couvrir la partie résilience économique) :

- 24 messages de paix sur les 24 messages prévus par le projet,
- 4 tribunes d'expression populaire sur les 4 TEP prévues par le projet,
- 6 émissions publiques sur les 6 prévus par le projet,
- 2 émissions thématiques sur les deux prévus par le projet,
- 1 émission débat entre acteur politique et bénéficiaires.
- 1 table ronde en couverture aux activités de partage de compétence entre les entrepreneurs locaux, les agents fiscaux et les jeunes bénéficiaires du projet.

Résultat 2.1 - Les jeunes femmes et hommes (ciblés) comprennent leur environnement économique et professionnel et sont capable d'identifier les opportunités

Les deux cibles de l'évaluation de marché du travail de manière participative avec les jeunes et les membres des communautés à Beni et dans le Masisi ont été atteintes.

Pour y arriver, il a fallu élaborer une stratégie de soutien en groupe, ce qui a permis à multiplier la cagnotte individuelle par le nombre de membre du groupe et ainsi acheter un kit pour un groupe. Pour cela il a fallu rendre disponible des formations d'entrepreneuriat en groupe. Voilà pourquoi le groupage et réseautage a été important dans ces activités. Pour le compte de cette activité, 3 sous activités ont été menées :

2.1.1. La formation sur les approches communautaires

Pour renforcer l'entraide mutuelle entre bénéficiaires du projet les jeunes ont été formés en approche communautaire. Cette activité a consisté à capaciter les jeunes en approche communautaire pour renforcer leurs connaissances sur les notions d'épargne et de crédit. Ils seront appelés à entreprendre, mais il est également indispensable de renforcer leur capacité d'accroître leurs capitaux initiaux via les crédits organisés entre eux, mais aussi via leur capacité d'organiser un système d'épargne solide. 3 jours de formation ont été prévus pour les jeunes bénéficiaires de Masisi et Beni :

Masisi :

- Kitshanga : 228 jeunes (132 jeunes Garçons et 96 jeunes filles) sur 240, soit 95% de taux de présence
- Mweso : 111 jeunes (62 jeunes garçon et 49 jeunes filles) sur 120, soit 92,5 % de taux de présences.
- Nyamitaba : 114 jeunes (68 jeunes garçon et 46 jeunes fille) sur 120, soit 95% de taux de présences.

Beni : 266 jeunes (158 jeunes garçons et 108 jeunes fille) sur 360, soit 73,88 % de taux de présences.

2.1.2. Constitution de groupe communautaire

Une fois formé, les jeunes se sont constitués en groupe pour créer leur mutuel d'épargne et de crédit. L'approche utiliser par le projet était toujours participative, d'où le fait de laisser aux bénéficiaires le choix entre les 3 approches qui ont été développé lors des formations. Tous les jeunes du projet ont choisi l'approche " *Self Help Group*". Dans le groupage nous avons constitué :

- Beni : 4 SHG
- Kitshanga : 8 SHG
- Nyamitaba : 4 SHG
- Mweso : 4 SHG

Après avoir formée les Self Help Group, les premières séances de rencontre ont été organisé. Comme ils étaient toujours en formation, et que le projet tendait à sa fin, une rencontre du premier cluster de Masisi a été organisée pour apprendre aux jeunes comment le cluster

s'organise et ainsi leur permettre de poursuivre cette culture. Cette activité a connu la participation de 16 jeunes tous chef des groupes d'entraide mutuel. Cette activité a complété le réseautage entre groupe des jeunes.

2.1.3. Partage de compétence (réseautage)

Cette activité a été réfléchié comme un salon d'entrepreneur, le but était que les jeunes bénéficiaires du projet rencontrent les entrepreneurs locaux et agents fiscaux. La stratégie élaborée dans le cadre de cette activité était que les entrepreneurs locaux partagent aux jeunes leur expérience professionnelle. Cela jouera sur le gout entrepreneurial que les jeunes développaient déjà tout au long du projet, mais aussi permettrait aux jeunes de créer des partenariats ou des opportunités d'affaires avec les entrepreneurs déjà installés dans la zone. Tel un salon d'entrepreneur, les opérateurs locaux ont parlé aux jeunes de comment ils ont pu commencer peu et devenir ce qu'ils sont actuellement, les agents fiscaux ont discuté avec les jeunes sur le fonctionnement de la machine fiscale. Cette activité a permis aux jeunes de rester en contact avec ces opérateurs pour des éventuelles opportunités d'affaire. L'activité a duré une journée dans les 4 sites de la zone du projet.

Distribution des kits de résilience économique

Cette activité a consisté à distribuer les Kits de résilience économique aux jeunes selon les plans d'affaire élaborée, et selon les filières choisies.

Dans la période du projet, les activités complémentaires a été mis en œuvre à celle de la résilience économique des jeunes sur le soutien à leurs initiatives économiques qui a commencé en décembre. Pour mettre en œuvre cette activité, une étude du marché a été menée, une activité sur le choix de filière par les bénéficiaires a été exécutée, et en fin une activité d'élaboration des plans d'affaire selon les filières choisies a été faite par le partenaire DRC. Les plans d'affaires obtenus à l'issue de cette activité ont orienté l'activité de la distribution des kits pour soutenir les initiatives économiques des jeunes bénéficiaires.

De l'élaboration des plans d'affaire, l'ensemble des articles était catégorisé en deux :

- Les matériels,
- Les services

Pour la première phase de la distribution, tous les matériels ont été livré effectivement et n'était resté qu'un compresseur au niveau de la filière mécanique à Masisi, précisément à Kitshanga. Le compresseur devait être un modèle mécanique puisqu'il devait être utilisé dans une zone ou l'électricité est presque inexistante. Tenant compte de cette réalité, le choix du modèle a été orienté vers celui en mécanique. Comme l'achat devait se faire à Goma, sauf que c'est maintenant une zone ou l'électricité tant à ne plus être un problème. Les modèles mécaniques ont disparu du marché, laissant place aux modèles électrique qui s'avèrent être moins couteux aux utilisateurs parce qu'ils économisent la dépense du carburant. La commande a été passée à partir d'autres zones notamment Beni et Bembo, cela n'a pas abouti à une bonne suite. D'où le retard dans la livraison de ce matériel.

Heureusement que ces matériels pour installer cette initiative économique des jeunes ont été trouvés. La distribution des kits a été effective. Les jeunes qui ont reçu les kits selon les plans d'affaire élaborés ont été au nombre de :

- **Kitshanga** : 80 jeunes de plus de 18 ans, sur 80 jeunes prévus par le projet, soit 100% de distribution
- **Nyamitaba** : 39 jeunes de plus de 18 ans sur 40 jeunes prévus par le projet, soit 97,5% d'effectivité.
- **Mweso** : 39 jeunes de plus de 18 ans sur 40 jeunes prévus par le projet, soit 97,5% d'effectivité.
- **Beni** : 80 jeunes de plus de 18 ans sur 80 jeunes prévus par le projet, soit 100% d'effectivité.

Pour ce qui est des services, cette catégorie comprend les loyers pour l'installation des initiatives des jeunes, la paye des formateurs et les taxes (Masisi). Le loyer avait déjà été payé, sauf pour la filière de la Mécanique à Masisi vu que l'outil clef de cette filière n'avait pas encore été trouvé. Une fois que le compresseur a été acheté, le formateur de cette filière a pu signer son contrat mais aussi l'initiative a démarrée.

Les formateurs : c'est un service qui a demandé du temps. La période de 1 mois qui a été couverte par le 2^e avenant n'a pas été suffisante. En accompagnant les jeunes à installer leurs initiatives économiques en décembre, il a fallu signer des contrats avec les formateurs de différentes filières selon les plans d'affaire élaborés. La période de formation étant comprise entre 1 à 3 mois, et le fait que les formations devaient donc commencer le mois suivant celui de la distribution. Et cela a mis les activités de formation professionnelle hors de la période couverte par l'avenant.

Les Taxes : la fiscalité fait également partie de quelques plans d'affaire, les services fiscaux ont reconnu que les initiatives des jeunes n'avaient pas encore à payer les taxes parce qu'elles sont encore en phase des formations. Une fois qu'elles vont se mettre à travailler pour générer l'argent, c'est en ce moment que la taxe unique de la chefferie pour être en mesure d'être perçue.

C'est donc toute cette partie liée aux services soulevées dans les plans d'affaire et le seul équipement qui restait pour la filière de la mécanique qui ont fait objet du nouvel avenant et donc qui sont couverts par ce rapport. Pour cette dernière activité, voici comment les kits liés aux services ont été repartis :

- 3 formateurs en coupe et couture à Kitshanga dont 1 par groupe pour 3 mois
- 1 formateur en pâtisserie et 1 en mécanique à Kitshanga
- 2 formateurs en coupe et couture à Nyamitaba
- 1 formateur pour salon de coiffure à Nyamitaba
- 1 formateur en coupe et couture à Mweso
- 1 formateur en coupe et couture à Beni
- 1 formateur en coiffure à Beni.

Les taxes ont été payées dans toute la chefferie de Bashali. Les plans d'affaires qui ont eu une ligne budgétaire nommée « taxe » sont concernés par ce service.

Résultat 2.2 - Les jeunes ciblés (CPJ) remettent en œuvre leurs plans professionnels et/ou de formation

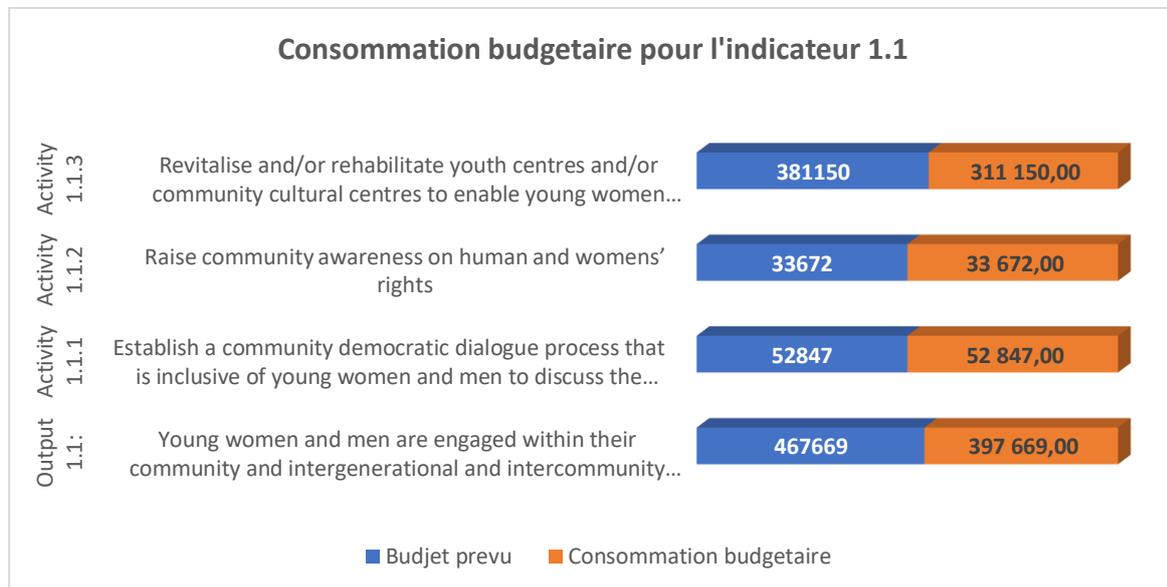
2.2.1. Efficience

Il était prévu que ce projet prenne fin le 31 Août 2020. Néanmoins, au vu du retard encouru dans l'exécution de certaines activités du projet suite aux restrictions mises en place suite à la maladie à COVID-19, DRC a demandé une extension sans coût de six mois, portant la fin du projet au 01 Mars 2021. Bien que l'implémentation des activités de Suivi et Evaluation jusqu'au 31 janvier 2020 : il s'agit notamment de l'organisation de l'étude end line au mois de décembre 2020, de l'évaluation indépendante entre mois de décembre et la première quinzaine de janvier 2021. Enfin, l'audit était prévu au mois de janvier 2021.

Le projet prend en charge des plans d'affaires, néanmoins étant vers sa fin, le temps fait défaut pour le suivi de la mise en œuvre de ces derniers. DRC a, par conséquent procédé à une prorogation sans coût de 1 mois de son partenariat avec Pole Institute afin de pouvoir suivre la mise en œuvre de ces plans de résilience économiques.

Le projet était doté d'un budget global de 1 500 000 \$, ces ressources sont entièrement mobilisées auprès de DRC. Le rapport de clôture budgétaire n'étant pas encore disponible au moment de cette évaluation, Il s'agit ici de voir à ce niveau ce que le projet a consommé pour apporter une unité monétaire jusqu'aux bénéficiaires finaux.

2.2.2. Consommation budgétaire pour le premier indicateur



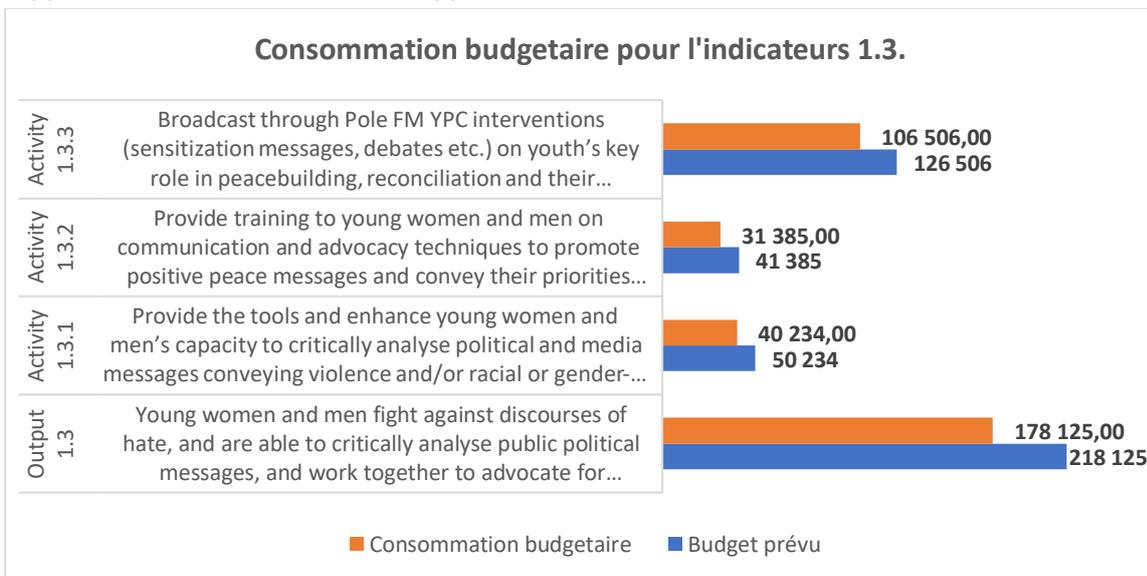
En nous référant sur les chiffres repris dans le graphique ci-haut, nous comprenons que la consommation budgétaire des activités d'indicateur 1.1 étaient de 397 669 USD sur 467669 USD prévus ; soit une consommation de 85% y compris toute dépense et selon chaque palier tel que mentionné dans le graphique.

Consommation budgétaire pour l'indicateur 1.2

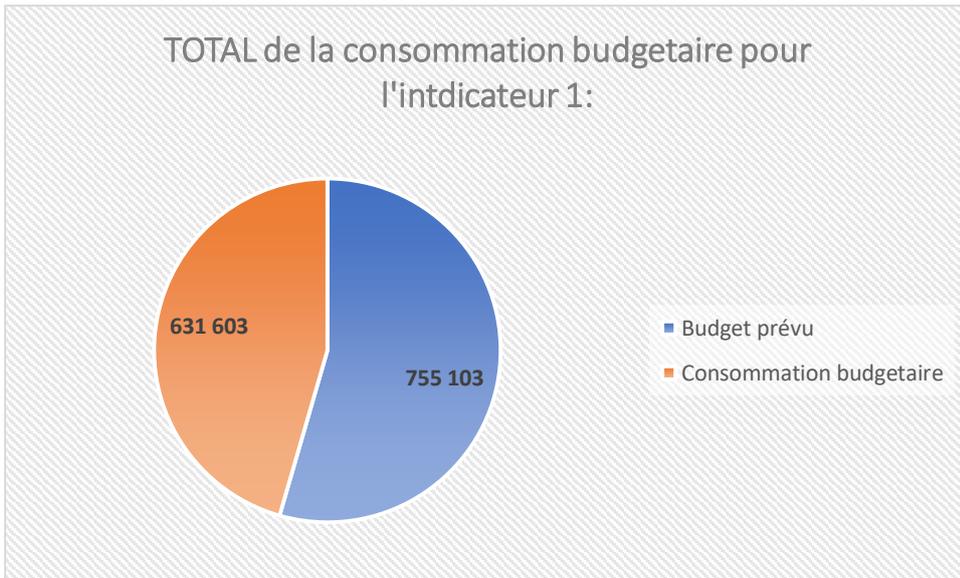


Les informations ci-haut reprises montrent que la consommation budgétaire des activités d'indicateur 1.2 étaient 55 809 USD sur 69 309 USD, soit 80,5% de consommation. En nous basant sur les réalisations faites sur terrain, il y a lieu de confirmer que cette activité était efficiente d'autant plus que les bénéficiaires nous ont montré leur niveau supérieur de satisfaction par rapport à la maîtrise des notions apprises dans le cadre de cette activité.

Consommation budgétaire pour l'indicateurs 1.3.

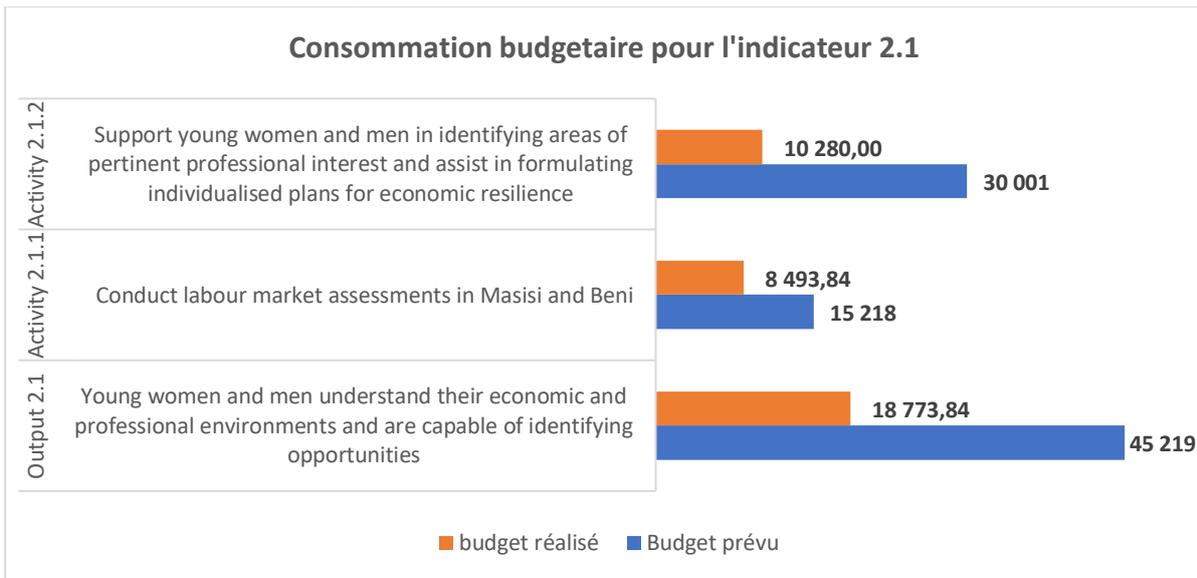


Pour la consommation budgétaire des activités d'indicateur 1.3 était 178 125 USD sur 218 125 USD prévu soit 81,6% des activités réalisées.



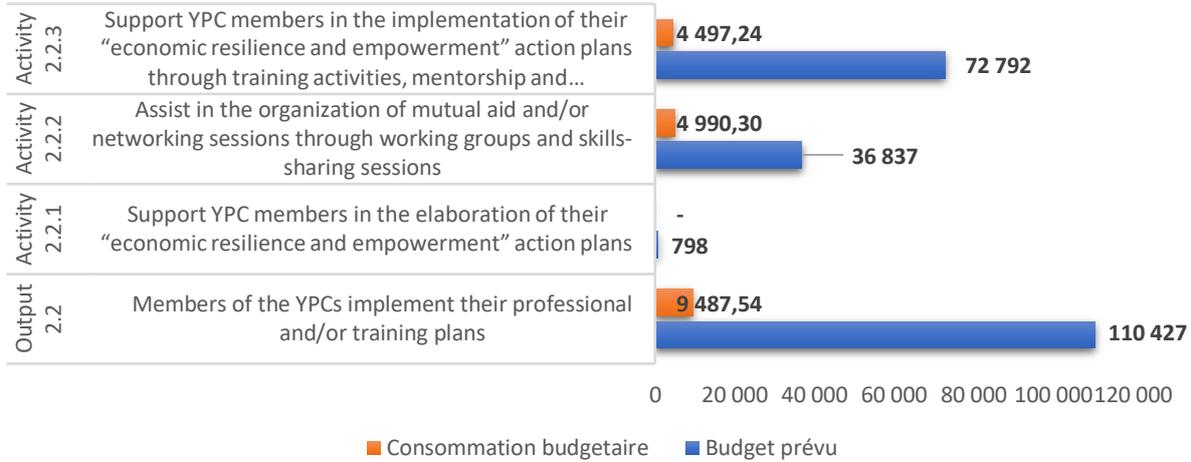
La réalisation de la consommation budgétaire des activités **du premier indicateur** dans l'ensemble était de 631 603 USD sur 755 103 USD prévu, soit 83,6% du montant alloué.

2.2.3. Consommation budgétaire pour le deuxième indicateur



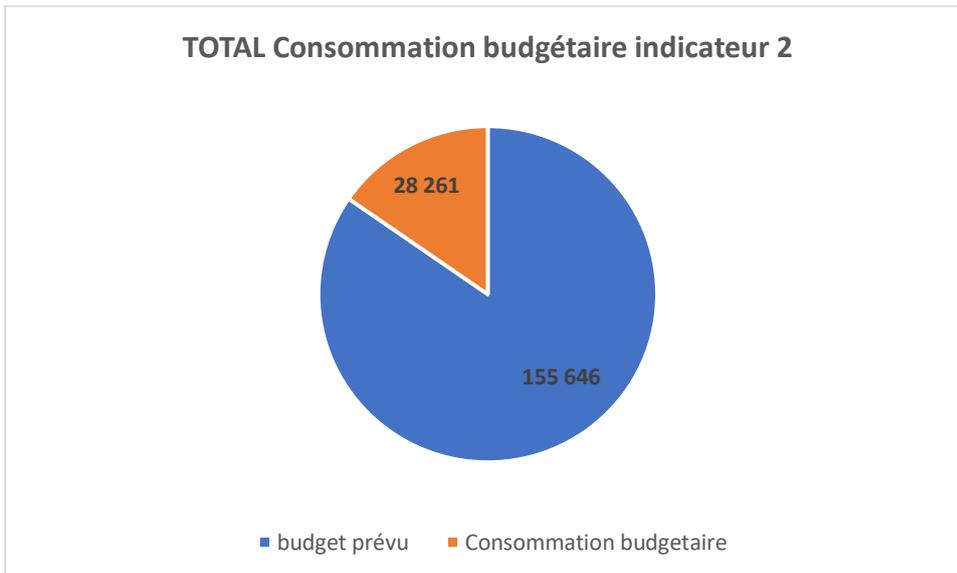
La réalisation de la consommation budgétaire des activités **d'indicateur 2.1** était de 18 773,84 USD sur 45 219 USD prévu, soit 41,5%.

Consommation budgétaire pour l'indicateur 2.2.

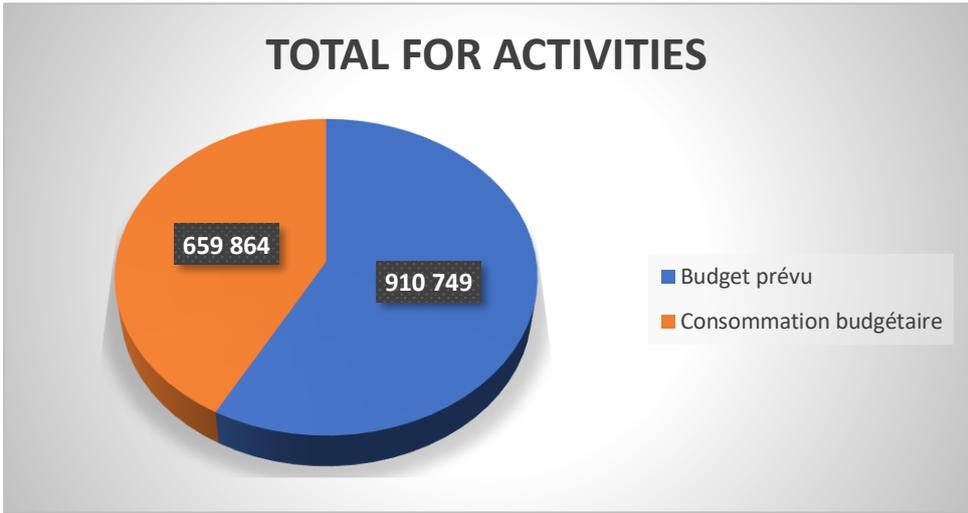


La consommation budgétaire des activités **d'indicateur 2.2** reprise dans le graphique ci-haut étaient de 9 487,54 USD sur 110 427 USD soit 8,6% de consommation. Cette différence pourrait s'expliquer par le fait qu'une activité n'a pas été réalisée et d'autres n'ont pas atteint la moyenne du budget prévu.

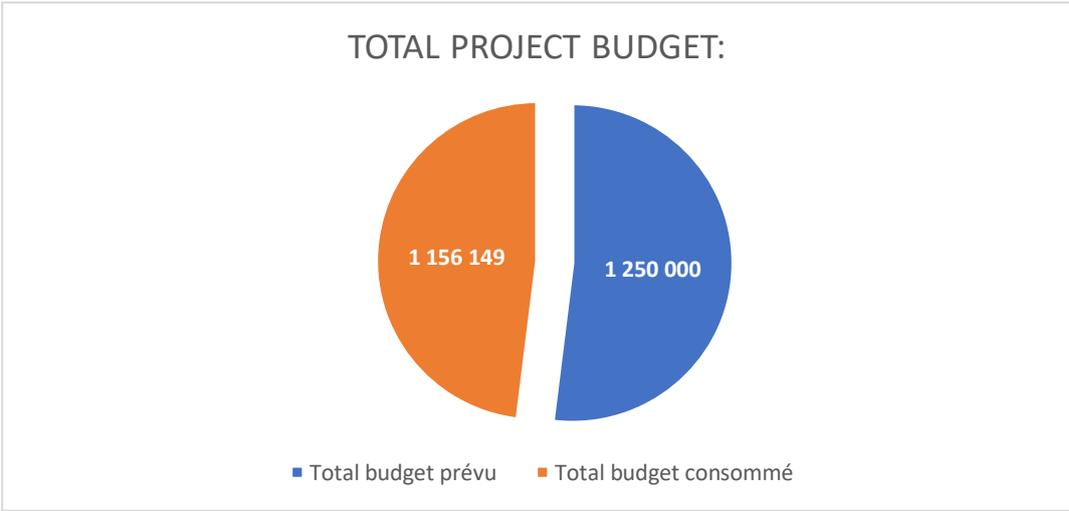
TOTAL Consommation budgétaire indicateur 2



La réalisation de la consommation budgétaire des activités **du deuxième indicateur** était de 28 261 USD sur 155 646 USD prévu, soit une réalisation de 18,1% des activités.



Dans l'ensemble, la consommation budgétaire pour toutes les activités réalisées était de 659 864 USD sur 910 749 USD soit 72,4% de la réalisation des activités. Ce qui laisse à croire que l'efficience a été atteinte vu la hausse du pourcentage du budget.



Dans la globalité, la consommation budgétaire sur tout le projet était de 1 156 149 USD sur 1 250 000 USD prévus dans l'ensemble. Soit une consommation qui s'élève à 92,4% ce qui justifie même l'atteinte de l'efficience dans la réalisation du projet.

2.3. Durabilité

Les diverses actions de renforcement des capacités des jeunes bénéficiaires, entreprises par l'intervention, ont été positivement notées par l'évaluation comme un atout à la stratégie de sortie de l'intervention du projet. Au-delà des capacitations sur les thématiques (médiation, résolution des conflits, do no harm...), ils acquièrent des atouts capables d'assurer leur notoriété et crédibilité vis-à-vis des potentiels bailleurs. A ce point, la durabilité des actions du projet est visible par :

- La pérennisation des acquis du projet est faite en appliquant les mécanismes des dialogues inter communautaires, gestion des rumeurs, de sensibilisation et de cohabitation pacifique régulièrement au sein de la communauté après le départ de DRC.
- L'implication des autorités locales pour la continuité des activités génératrices des revenus des jeunes.

En outre, en termes de la durabilité, l'évaluation externe montre que des actions du projet « Vijana Wenye Nguvu kwa Amani » à Masisi (Kitshanga, Mweso et Nyamitaba) et Beni ville sont confrontées aux défis :

- D'autres bénéficiaires ont reçu des matériels de mauvaise qualité « machine à coudre » de la marque SINGER (55 USD) différemment des autres ayant reçu la marque PANAMA (125 USD) à Mweso ;
- Les matériels ont été remis aux bénéficiaires avant qu'ils ne soient formés sur comment les utiliser (Béni ville, Mweso, Kitshanga, Nyamitaba) ;
- Manque d'implication des bénéficiaires dans le choix des AGRs à mettre à leurs portées (Commune de Bungulu et Beu à Béni Ville) ;
- Suite au retard dans le processus de recrutement des formateurs, certains bénéficiaires ont vendu leurs matériels (Mweso, Kitshanga et Nyamitaba).

2.4. Les aspects transversaux

L'évaluation externe a noté que le projet a développé une approche sensible aux tensions liées aux conflits inter ethniques en exploitant le potentiel permettant de renforcer la cohésion sociale et la paix. Dans la conduite des dialogues les facilitateurs avaient des références et des exemples concrets sur des points communs entre les acteurs souvent rivaux.

Les dimensions du genre ont été prises en considération tant dans les outils du projet que dans la mise en œuvre pratique. L'évaluation a pu constater des groupes de dialogue dirigés par des femmes d'une part et aussi des femmes qui prenaient la parole pour énoncer leurs opinions pendant les discussions.

Pour l'environnement, il est bien vrai que les activités du projet n'ont pas d'incidences clairement décelables sur l'environnement mais la prise en compte des enjeux environnementaux n'a pas été explicitée dans le projet.

L'intervention a pris en compte les jeunes garçons et filles et a porté une attention particulière à leurs rôles dans les activités de la consolidation de la paix.

La mission d'évaluation note également la faible participation des femmes au sein des équipes de mise en œuvre de l'intervention au niveau de DRC, tout comme chez les partenaires d'exécution. En conclusion, au niveau de la participation, de la femme et des filles, les effets de l'intervention ont été positifs et si l'on en croit aux déclarations des bénéficiaires rencontrés, de réelle avancé du point de vue de la représentation qualitative des femmes et filles dans les différentes activités et étapes de la mise en œuvre de l'intervention dans le contexte du Masisi et Béni ville. Subséquemment aux résultats des sensibilisations et de dialogue, l'évaluation n'a pas décelé au niveau de genre, une stratégie explicite genre orientée sur l'analyse et l'identification des besoins en genre.

2.5. La coordination du projet

L'évaluation externe a noté une bonne stratégie et une très bonne diplomatie dans le rapport de DRC et ses partenaires impliqués dans le projet notamment Pole Institute, ASP et SOFEPADI. Les entretiens menés avec l'équipe de projet notamment le chef de projet et le chargé de suivi-évaluation ont fait ressortir une bonne maîtrise technique et de gestion du projet. Le partenariat étroit avec 3 organisations était visible. C'est donc un changement d'attitude qu'il faut signaler et un bon exemple à reproduire dans le futur.

Le système de suivi et évaluation du projet a été la clé de succès du projet, piloté par un chargé de suivi-évaluation et appuyé par les référents techniques. L'évaluation a pu constater une très bonne qualité de l'étude de base et une maîtrise de l'approche RAP.

Le consultant a pu constater que le chargé de suivi-évaluation au-delà de ses priorités de monitoring des indicateurs, la qualité des outils et des études se retrouvait aussi souvent à la finalisation d'activités.

3. ANALYSES DES CHANGEMENTS INDUITS PAR LE PROJET (IMPACT)

Après avoir mesuré les critères de performance du projet il s'agit dans ce point d'analyser les changements significatifs et durables dans la vie et l'environnement des personnes et des groupes ayant un lien de causalité direct ou indirect avec le projet aussi bien positifs que négatifs, prévus ou imprévus. L'évaluation de l'impact s'est fondée sur la théorie de changement et la relation entre les objectifs spécifiques et l'objectif global du projet en utilisant la méthodologie Outcome Harvesting et le Most Significant Change.

La Question : L'objectif principal est de fournir aux jeunes filles et garçons de Beni (ville) et Masisi (Mweso, Nyamitaba et Kitchanga) un sentiment d'appartenance active à leur communauté en soutenant leur participation dans les efforts de gestion, de réduction de la violence et de la criminalité, de promotion de la paix et de dialogue démocratique, ainsi que dans l'analyse et gestion pacifique des conflits et la construction de leur résilience économique en appuyant leurs projets d'avenir, dans le but de prévenir et/ou réduire leurs motivations à rejoindre les groupes armés est-il atteint ?.....

Pour arriver à évaluer cet objectif fixé dans le cadre du projet, quelques activités ont été réalisées en groupant les objectifs spécifiques en deux objectifs principaux :

Objectif 1 : Les jeunes femmes et hommes de Masisi et Beni sont intégrés dans les processus de dialogue démocratique dans la communauté et participent activement à la réduction de la violence et des conflits inter/intracommunautaires.

Résultats liés à l'objectif 1 :

R1. Les jeunes femmes et hommes sont engagés dans leur communauté et la confiance intergénérationnelle et intercommunautaire est établie et/ou renforcée ;

« A travers les représentants des jeunes que nous choisissons, les autorités ont commencé à nous inviter pour donner aussi notre contribution dans les affaires de la communauté. Nous avons l'habitude d'amener nos problèmes au niveau du comité de la jeunesse qui va les présenter auprès

des autorités. Aujourd'hui suite au projet nous participons aux grandes décisions de notre communauté » a révélé un des bénéficiaires du projet à Nyamitaba âgé de 17 ans.

Egalement dans le cadre de participation des femmes et filles à la vie de la communauté, une jeune fille âgée de 19 ans, bénéficiaire en coupe et couture de Kitshanga a dit ceci : « Aujourd'hui nous commençons à être considérés dans la communauté. Dans le passé la femme n'avait rien à dire et nous ne pouvions que subir les décisions prises par les hommes. Aujourd'hui suite aux sensibilisations et dialogues, les autorités font à ce que dans toutes les initiatives de la communauté la femme participe, ce qui est une bonne chose pour notre épanouissement. Dans beaucoup des représentations des jeunes il y a la femme qui est représentée ».

A Beni les jeunes bénéficiaires font la restitution des matières apprises aux autres qui n'ont pas bénéficié à travers les échanges organisés dans des mutualités et associations des jeunes à travers toute la ville. Pour eux, le projet a ramené encore une fois la confiance dans toute la communauté malgré les affres de la guerre et de l'insécurité dont la population de Beni est victime jusqu'aujourd'hui.

R2. Les jeunes femmes et hommes participent activement dans la gestion des conflits, la médiation et prévention des conflits intracommunautaires ;

Les jeunes de Nyamitaba ont déclaré ceci : *« Bien sûr nous nous sentons intégrés parce que dans les initiatives de dialogue pour la paix et la cohabitation pacifique organisées ici chez nous nous sommes invités pour donner notre point de vue et le chef de groupement commence à respecter cela. Même les organisations nationales et internationales qui arrivent ici chez nous font participer dans les efforts en cours pour la paix durable dans notre village »* à travers les notions apprises par le projet sur la consolidation de la paix.

Même à Mweso, selon le propos de la vice-présidente de la jeunesse : le projet a apporté un surplus dans la manière de résoudre le problème de la communauté. Elle a renchéri en disant que désormais tous les problèmes sont résolus à l'amiable en appliquant des techniques des résolutions des conflits appris par ASP et Pole Institute dans le cadre de ce projet. Toutes les ethnies vivant dans le groupement de Mweso vivent en harmonie parfaite.

Au paravent pendant l'épidémie de la maladie à virus Ebola, il y a eu pas mal des conflits entre les jeunes qui travaillaient dans la riposte et ceux-là qui disaient que la maladie n'existe pas. Cela a orchestré des règlements de compte entre les jeunes qui se regardaient en chien défilant, mais avec les différentes formations prévues par le projet sur la résolution des conflits et la médiation, ils ont su appliquer ça jusqu'à leurs permettre de résoudre tous ces conflits et de fumer le calumet de la paix nous a déclaré un jeune bénéficiaire de la commune de Bungulu en ville de Beni.

Dans le centre de Kitshanga beaucoup des jeunes étaient enrôlés dans les groupes armés et un conflit latent gagnait déjà la communauté. Mais avec les activités du projet, du point de vue médiation, cohabitation pacifique et résolution des conflits tout le monde a compris qu'il faut vivre en harmonie pour un meilleur développement du centre de Kitshanga, déclarent les jeunes coiffeurs bénéficiaires du projet.

R3. Les jeunes femmes et hommes sont outillés pour lutter contre les discours de haine, en acquérant la capacité d'analyser de façon critique des messages politiques publiques et en travaillant ensemble pour plaider en faveur de la prévention et la réduction de violence.

A Nyamitaba selon le témoignage d'un cadre du conseil local de la jeunesse, suite aux différentes formations et sensibilisations les jeunes adoptent déjà un comportement de lutte contre la manipulation et les campagnes de haine à travers des rencontres pour parler des problèmes communautaires nous citons : *« A ce jour suite à la sensibilisation et formation nous ne cédon pas à la manipulation politique et aux différentes campagnes d'intoxication tribale, la discrimination et l'exclusion de certaines personnes dans la communauté ».*

Selon un cadre de la fonction publique interrogé au niveau de la commune Beu (Beni), a déclaré que le projet a impacté positivement, parce qu'après avoir subi des formations sur les droits de l'homme et sur les dialogues communautaires, le comportement des jeunes a changé positivement à tel point qu'ils sont devenus référents et les prédicateurs des bons exemples de la paix.

Toujours à Beni, jadis les FARDC et les jeunes vivaient une forte rivalité, mais à travers les acquis de ce projet les jeunes ont organisé un dialogue avec les commandants des FARDC, lequel dialogue a abouti à une cohabitation pacifique entre les deux groupes.

Aussi tous les jeunes bénéficiaires de la ville de Beni, ont déjà créé un groupe WhatsApp qu'ils ont nommé *« résolution des conflits dans le but d'échanger mutuellement les informations sur les conflits dans la communauté et voir comment apporter la solution ».*

Aussi pour le conseil de la jeunesse de Mweso, avec le concours des jeunes bénéficiaires du projet, un calendrier de sensibilisation sur les droits de l'homme et la cohabitation pacifique est déjà mis en œuvre pour sensibiliser les jeunes sur les droits de l'homme à Mweso et dans les villages environnants.

Objectif 2 : Les jeunes femmes et hommes (ciblés) de Masisi et Beni contribuent à la stabilisation accrue de leurs communautés à travers leur propre autonomisation et la résilience économique.

Résultats liés à l'objectif 2 :

R1. Les jeunes femmes et hommes comprennent leur environnement économique et professionnel et sont capables d'identifier les opportunités ;

Suite aux différentes formations et les renforcements des capacités sur le *« Business plan »* les jeunes bénéficiaires ont su comment identifier les opportunités pour bien amorcer les activités de résilience économique dans les communautés mais aussi en faisant les AGR ensemble, les jeunes arrivent à cohabiter.

« Comme vous pouvez le constater notre équipe des coiffeurs est constituée des jeunes venant de toutes les tribus Hutu, Tutsi, Hunde et nous vivons en harmonie dans la communauté. Dixit un jeune coiffeur de Kitshanga ».

Par ailleurs les jeunes de Mweso qui ont été renforcés dans la résilience économiques et autonomisation des jeunes ont déploré la procédure que DRC et ses partenaires avaient mise en place afin de leur permettre à bien identifier les opportunités. *« Un jeune dit, les formateurs des métiers sont arrivés juste deux semaines avant à la fin du projet, alors qui va les payer après leur départ de DRC ? ».*

Les jeunes filles bénéficiaires de Beni, avant le projet elles faisaient leurs petits business sans tenir compte de l'environnement économique. Cela laissait à ce qu'elles ne puissent pas progresser dans les affaires. Mais avec la formation en business plan, tout va bien maintenant en corrigeant les petites erreurs qu'elles faisaient avant.

Pour Nyamitaba, comme dans toutes les zones ci-haut citées les jeunes ont proposé des activités génératrices des revenus, après étude du marché un des bénéficiaires exerçant l'activité de pâtisserie explique : *« nous avons eu un accompagnement pour avoir la capacité de choisir les activités qui nous aideront dans la vie et aujourd'hui suite au projet nous avons bénéficié d'un soutien de nos propositions. Comme le marché change à tout moment je commence à penser pour le changement de mon AGR car aujourd'hui c'est moins rentable. Je voudrais demander à DRC s'ils peuvent m'autoriser à changer l'activité »*.

R2. Les jeunes ciblés remettent en œuvre leurs plans professionnels et/ou de formation

A la lumière de ces différentes activités présentées dans les zones d'intervention, il y a lieu de dire que la remise en œuvre des plans professionnels ou plans d'accompagnement des jeunes a été effective pour les jeunes bénéficiaires qui voulaient identifier une des activités comme plan de résilience personnelle dans l'avenir et que le projet doit appuyer.

Comme nous avons souligné dans les lignes précédentes, dans toutes les zones d'intervention l'accompagnement n'a pas été effectif par le fait que les séances des formations sur l'apprentissage des métiers ont commencé justement un mois avant la fin du projet. Cela n'a pas permis aux bénéficiaires de bien remettre en œuvre leurs plans professionnels d'autant plus que l'incertitude commençait à régner dans le chef de ces derniers.

4. POINTS D'AMELIORATION ET LEÇONS APPRISSES

Le défi de la durabilité « 18 mois + bonus de 6 mois pour changer les comportements, c'est trop peu »

Tous les acteurs rencontrés sans exception y compris DRC ont rapporté la courte période pour la mise en œuvre du projet consolidation de la paix. La courte durée du projet pourrait fragiliser la durabilité de ses effets. Le consortium du projet a souligné la situation de COVID-19 qui a entraîné le décalage et la lenteur d'exécution des activités, le travail de résilience économique qu'il a fallu accomplir pendant un moment raisonnable, malheureusement sa mise en œuvre a été d'une durée très courte. Comme l'ont souligné le consortium, *« beaucoup de choses restaient encore à faire pour renforcer les acquis, les communautés ne sont pas encore suffisamment assidues »*.

Le budget était en déphase avec les rêves....

Pour le consortium et confirmé par le chef de Projet à DRC *« du point de vue efficience, le budget du projet était suffisant comparé aux ambitions, les activités pouvaient être mieux réalisées si le temps impartis pour l'exécution du projet était conséquent »*. Selon le chef du projet, le souhait était que le projet puisse être exécuté pendant plusieurs années pour toucher tous les jeunes filles et garçons concernés par les conflits.

Mieux exploiter les supports audio-visuels....

Les supports audio-visuels sont des outils intéressants, ils ont permis une bonne coordination entre le consortium et DRC dans la diffusion des émissions, les spots et messages de la paix (dialogue communautaire, résolution des conflits et sensibilisation sur les droits de l'homme) pour toutes les communautés.

Quelle suite pour le projet ?

En principe un projet de la consolidation de la paix doit être durable. La courte durée d'exécution du projet a créé un sentiment de frustration palpable chez les partenaires de mise en œuvre. Tous en effet, partagent le sentiment de mettre en œuvre un projet pilote, donc s'attendent à une suite immédiate. Il faut clarifier les perspectives d'avenir pour des activités similaires sur un nouveau financement au moment de la clôture du projet.

5. CONCLUSION

Projet original dans ses objectifs et son montage, « **Vijana Wenye Nguvu kwa Amani** » a démontré de fortes potentialités, malgré un contexte d'intervention particulièrement complexe et volatile. Arrivé « au bon endroit au bon moment », le financement du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBF) a permis de renforcer la cohésion sociale au sein de 2 sites ciblés (Masisi et Beni) à travers la mise en place des centres des jeunes, les séances des dialogues, la résilience économique à travers des AGRs, l'implication de toutes les communautés. Le projet a démontré des capacités de collaboration et de coordination tout à fait remarquables (malgré les difficultés et les lenteurs), un potentiel de mise en œuvre des activités dans des zones difficiles via le partenariat fort avec les organisations locales, ainsi que des bases de confiance entre populations et services techniques.

6. RECOMMANDATIONS

Au terme de cette évaluation, nous proposons ci-dessous une synthèse des recommandations formulées par les parties prenantes :

1) De la part des membres des partenaires du consortium (POLE INSTITUTE, SOFEPADI et ASP) :

Recommandation 1 : Initier au plutôt les études participatives de diagnostic et de planification entreprises dans le cadre du projet :

- Conduire les différentes études de base avant le démarrage des activités du projet, afin d'identifier les activités pertinentes et le calendrier de mise en œuvre de commun accord avec la communauté ;
- Les études de base devraient concernées aussi des zones non ciblées par ledit projet afin d'avoir une réelle cartographie des dynamiques sociales, politiques et conflictuelles dans la région.

Recommandation 2 : Envisager une suite au projet dans le domaine de la facilitation du dialogue, de renforcement des capacités et de la cohésion pacifique :

- Accompagner la pérennisation des dispositifs de dialogue mis en place,
- Ecrire des propositions de projet à soumettre à des bailleurs actifs dans le peace building,
- Elargir la zone de couverture par une nouvelle intervention similaire dans d'autres zones en conflits non concernées par ce projet.

2) De la part de la communauté dans les zones d'intervention du projet :

Recommandation 1 : Envisager un autre projet dans la même thématique mais qui aura une longue durée pour permettre à bien faire le suivi des activités de résilience économique pendant un bon moment pour un développement intégral des milieux d'exécution.

Recommandation 2 : Prévoir un temps assez long pour le suivi des bénéficiaires d'activités de réinsertion socio-économique et disponibiliser au plus vite et au complet les kits de réinsertion.

3) De la part de l'équipe d'évaluateurs (Cabinet EXPERTISE HS) :

Recommandation 1 : Nous recommandons vivement DRC et le bailleur UNPBF de **développer une stratégie commune d'investissement dans la même zone autour de Kitsanga pour un minimum de 5 ans et de façon continue pour avoir des résultats d'impact**. Les projets de peace building sont des projets de changement de comportement des acteurs sociaux et par conséquent nécessitent du temps et de la patience. Un projet court comme c'est le cas a très peu de chance d'induire un changement de comportement.

Recommandation 2 : Nous recommandons DRC de **capitaliser la stratégie PR « Peace building + Résilience »**. Il est ressorti de notre évaluation que les activités de résiliences accolées au peace building est une très bonne stratégie à reprogrammer et consolider bien que le temps court du projet n'ait pas permis de consolider les impacts dans le temps.

Recommandation 3 : Nous recommandons à DRC de **mettre en place des théories de changement dans ses zones prioritaires et avoir une stratégie solide de mobilisation de fonds propres** ou des financements indépendants pour développer des programmes de peace building stables. Il est ressorti de notre évaluation externe que la dépendance au financement de bailleur rend le projet lui-même instable, les questions sur d'autres phases du projet à venir ont manqué de réponses claires vers la fin du projet.

Recommandation 4 : Nous recommandons au bailleur UNPBF et à DRC de prévoir des **phrases de lancement de projet assez long d'environ 6 mois** afin de préparer les parties prenantes et les bénéficiaires. Faisant suite à notre première recommandation, les projets de peace building nécessitent des préalables aussi importants que les activités du projet elles-mêmes. Pendant cette phase de lancement les actions suivantes devraient être menées :

- Etudes de base et/ou recherche Action Participatives (RAP)
- Un agenda inclusif de projet discuté avec la communauté pour l'adapter aux réalités des communautés locales,
- Expliquer la théorie de changement et la discuter avec la communauté
- Développer un budget des activités avec la communauté

ANNEXES :

- Success Histories
- Album Photos
- Termes de références de l'évaluation
- Outils de collecte de données

BIBLIOGRAPHIE

1. DRC, rapport de de l'étude Baseline réalisé dans le cadre du projet « Vijana Wenye Nguvu kwa Amani » à Masisi et Beni ville Kasai, mars 2021, 30 p., inédit.
2. DRC, rapport d'évaluation mi-parcours, janvier-février 2020, 24p, inédit.
3. UNPBF ProDoc du 01 mars 2019,
4. Budget UNPBF, du 08 Septembre 2020, 22 p, inédit.
5. TSI UNPBF, 2020, 41 p, inédit.
6. RAPPORT FINAL, de Pole Institute du projet « Vijana Wenye Nguvu kwa Amani »

... VILLE DE BENI







... TERRITOIRE DE MASISI





OUTIL 1 : GUIDE DE DISCUSSION FOCUS GROUP (FGD)

Groupe cible : Les hommes, femmes, membres des communautés répartis dans les associations des femmes, les associations et mutuelles des jeunes, les membres des OSCs, les chefs des quartiers ou administratifs à la base (cellule et autres), les chefs coutumiers, les jeunes.

Instructions FGD

⇒ Pour le facilitateur/facilitatrice

- ✓ **Avant la discussion :** Présentez-vous, présentez l'organisation, parlez de l'objectif de l'étude, lisez le script du guide à haute voix et assurez-vous que les participants ont bien compris les éléments différents avant d'obtenir leur consentement. Créez une atmosphère conviviale, fournissez des règles de base et donnez le ton de la discussion.
- ✓ **Pendant la discussion :**
 - Formulez les questions d'une manière non suggestive et ouverte. Utilisez la liste de questions pour guider la discussion et pour avoir des réponses sur tous les thèmes. Il n'est pas nécessaire de poser une question si le sujet pertinent a déjà été abordé suffisamment.
 - Demandez des exemples si nécessaires pour une réponse plus approfondie, mais précisez qu'il ne faut pas identifier des personnes spécifiques ou citer des noms afin de garder la confidentialité.
 - Stimulez une participation active par tout le monde en essayant d'engager également les gens qui ne parlent pas beaucoup.
- ✓ **Après la discussion :**
 - Remerciez les interlocuteurs pour la discussion et leur temps et disponibilité. Demandez s'ils ont des ajouts ou des questions.

⇒ Pour le rapporteur :

- Notez les informations pertinentes sur le groupe de discussion avant la discussion et prenez notes des réponses et vos observations. Par exemple :
 - Comment est la répartition des places ? Qui est assis où ?
 - Est-ce que les gens sont ouverts et prêts à parler ? Où se sentent-ils contraints ?
 - Y a-t-il des questions ou des sujets spécifiques qui semblent être tabous ou sensibles ?
 - Est-ce qu'il y a des moments silencieux ? Pendant quels thèmes/quelles questions ?
 - Est-ce qu'il y a des questions qui provoquent des émotions (positives ou négatives) ?
 - Comment sont les dynamiques dans le groupe ? Qui guide la conversation ? Y-a-t-il des personnes exclues de la conversation ? (Notez le sexe, âge, profession/fonction dans la communauté, appartenance ethnique, réfugié/communauté hôte, bénéficiaire/non-bénéficiaire)
- Demandez :**
 - Comprenez-vous le but de la discussion ?
 - Êtes-vous tous d'accord pour que la participation et les réponses des autres restent confidentielles ?
 - Acceptez-vous de participer ? (Ceux qui ne sont pas d'accord devraient être invités à quitter le groupe de discussion sans être stigmatisés)

- Avez-vous des questions avant de commencer la discussion

Guide de discussion FGP :

Bonjour/Bonsoir. Je m'appelle _____ et je suis accompagné par mon/ma collègue _____.

Nous menons une étude (évaluation finale) pour le projet «**Vijana Wenye Nguvu kwa Amani**» qui a été mis en œuvre par l'ONG DRC en consortium avec Pole Institute, Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral (SOFEPADI) et Action Solidaire pour la Paix (ASP) dans la province du Nord Kivu, précisément à Masisi (Kitchanga, Mweso et Nyamitaba) et à Beni Ville. Nous avons été engagés en tant que consultants pour mener cette étude. Son objectif est de déterminer si les résultats escomptés ont été atteints, identifier les points forts et les défis liés aux objectifs généraux et aux résultats attendus du projet et donner des recommandations et des points d'apprentissage.

Vous avez été choisis pour participer à cette discussion en vue de votre pertinence et connaissance sur la situation qu'on cherche à comprendre.

Cette discussion va durer entre 45 et 60 minutes. Je poserai des questions ouvertes sur le Projet, Je ne vous demanderai pas de divulguer des informations personnelles vous concernant.

Nous prendrons des notes mais vos noms ne seront pas enregistrés. Votre participation et vos commentaires sont confidentiels. Il est important que vous vous sentiez en sécurité et libre de parler. Vous êtes libre de participer ou de ne pas participer. Nous et DRC ne donnerons rien en échange de votre participation. Si vous décidez de ne pas participer ou de cesser de participer à tout moment, cela ne changera pas votre éligibilité aux prochaines interventions de DRC ou de tout autre fournisseur de services.

Je vous demande d'être audible et de parler un par un afin que vos points de vue importants soient compris et notés. Je demande également de respecter le droit de chacun à la vie privée en ne discutant pas de ce dont on a parlé avec des personnes extérieures au groupe de discussion.

QUESTIONS

Objectif 1 : Evaluer la Pertinence du projet

- Expliquez-nous comment les activités du projet « **Vijana Wenye Nguvu kwa Amani** » menées par DRC et ses partenaires répondaient à vos besoins prioritaires au sein de votre communauté :
 - ✓ **Les sensibilisations**
 - ✓ **Le dialogue**
 - ✓ **Le cash/Résilience**
 - ✓ **La construction du centre des jeunes**
- Expliquez-nous dans quelle mesure le projet « **Vijana Wenye Nguvu kwa Amani** » est adapté au contexte de votre communauté
 - ✓ **Insécurité**
 - ✓ **Chômage**

✓ **Cohabitation pacifique**

Objectif 2 : Evaluer l'efficacité du projet

- Selon vous, comment est-ce que les activités du projet « **Vijana Wenye Nguvu kwa Amani** » menées par DRC et ses partenaires vous ont permises de mener les dialogues démocratiques au sein de votre communauté ?
 - ✓ **Sur quelles thématiques de dialogue communautaire ?**
 - ✓ **Quels ont été les résultats de vos dialogues ?**
- Comment les séances des sensibilisations organisées sur le droit de l'homme et de la femme dans le cadre du projet « **Vijana Wenye Nguvu kwa Amani** » vous ont facilitées à bien assimiler vos droits et devoirs et contribuées à la cohabitation pacifique ?
- En quoi la construction des centres de jeunes/centres communautaires dans le cadre du projet « **Vijana Wenye Nguvu kwa Amani** » vous a servi ?
- Dans quelle mesure le projet a soutenu les jeunes dans la mise en œuvre de leurs plans d'actions de résilience et autonomisation ?

Objectif 3 : Evaluer la durabilité du projet

- Dans quelle mesure vous sentez-vous prêt et soutenu à continuer votre rôle pour la consolidation de la paix sans DRC et ses partenaires ?
- Selon vous, quels sont les comportements ou pratiques qui, s'ils continuent, pourraient de nouveau plonger votre communauté dans la violence ?
 - ✓ **Quels mécanismes estimez-vous mettre en place pour faire face à ces comportements ?**

Objectif 4 : Evaluer l'impact du projet

- Après la mise en œuvre du projet « **Vijana Wenye Nguvu kwa Amani** », comment est-ce que les jeunes participent à la vie communautaire ?
 - ✓ **Participation aux séances de prise des décisions**
 - ✓ **Participation des femmes et des filles à la vie de la communauté**
- Expliquez-nous la perception du comportement des jeunes avant et après la mise en œuvre du projet
- Selon vous, est-ce que les jeunes se sentent intégrés dans les instances et processus communautaire de consolidation de la paix ?
 - ✓ **Dialogue**
 - ✓ **Médiation**
- Selon vous, dans quelle mesure les activités du projet ont contribuées au renforcement de la résilience économiques et autonomisation des jeunes ?

Objectif 5 : Evaluer l'efficacité du projet

- Selon vous, les intrants (financiers, ressources humaines, équipements) ont-ils été

dépensés et utilisés comme prévu par le projet ?

- Selon vous, la coordination de travail au sein de l'équipe avec les partenaires, les parties prenantes, la communication interne et externe a-t-elle contribué à la cohérence dans la mise en place du projet ?

Objectif 6 : Questions transversales

- Comment ces activités faisaient participer les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les personnes vivant avec handicap ?
- Comment est-ce que le projet ou les interventions humanitaires en générale ont exposé certains membres de la communauté à des risques ?
- Dans quelle mesure le code de bonne conduite de DRC a été respecté durant la mise en œuvre du projet ?

Guide de rapportage de l'outil 1 (Pour le rapporteur)

Lieu :		Nom du facilitateur/facilitatrice n
Date :		
L'heure du début :		Nom du rapporteur
L'heure de la fin :		

Profil du FGD		Nombre	
Groupe d'âge des participants	15 -17	Garçons :	Filles :
	18 - 24	Garçons :	Filles :
	25+	Hommes :	Femmes :
Autres observations			
<i>Ethnies représentées, professions/fonctions dans la communauté, handicaps, autres caractéristiques</i>			

Objectif	Réponses données	Qui ? (Profil de l'intervenant)	Observations
1. Evaluer la pertinence du projet			
2. Evaluer l'efficacité du projet			
3. Evaluer la durabilité du projet			
4. Evaluer l'impact du projet			
5. Evaluer l'efficacité du projet			
6. Questions transversales			

OUTIL 2 : ENTRETIEN AVEC LES INFORMATEURS CLES (KEY Interview)

Groupe Cible: Equipe DRC : département de suivi - évaluation (M&E) ; Country representative DRC ; Senior Programme Manager et les partenaires clés du projet (Pole Institute, SOFEPADI et ASP) et autres parties prenantes au projet.

Instructions KEY Interview

⇒ **Pour le facilitateur/facilitatrice**

Avant la discussion : Présentez-vous, présentez l'organisation, parlez de l'objectif de l'étude, lisez le script du guide à haute voix et assurez-vous que le participant a bien compris les différents éléments avant d'obtenir son consentement. Créez une atmosphère conviviale, fournissez des règles de base et donnez le ton de la discussion.

Pendant la discussion :

- Formulez les questions d'une manière non suggestive et ouverte. Utilisez la liste de questions pour guider la discussion et pour avoir des réponses sur tous les thèmes. Il n'est pas nécessaire de poser une question si le sujet pertinent a déjà été abordé suffisamment.
- Demandez des exemples si nécessaires pour une réponse plus approfondie, mais précisez qu'il ne faut pas identifier des personnes spécifiques ou citer des noms afin de garder la confidentialité.
- Stimulez une participation active.

Après la discussion :

- Remerciez l'interlocuteur pour la discussion et son temps et disponibilité. Demandez-s'il a des ajouts ou des questions.

Demandez :

- Comprenez-vous le but de la discussion ?
- Acceptez-vous de participer ? (en cas de refus mettez fin à la discussion)
- Avez-vous des questions avant de commencer la discussion

Introduction :

Présentez-vous :

Bonjour ! Mon nom est.....

DRC m'a demandé, en tant que Consultante externe ayant de l'expérience dans la région, d'aider à mener une évaluation finale du projet « **Vijana Wenye Nguvu kwa Amani** » qu'il a soutenu en partenariat avec Pole Institute, SOFEPADI et ASP dans la Province du Nord Kivu, précisément à Masisi (Kitchanga, Mweso et Nyamitaba) et à Beni ville. Nous organiserons des ateliers, des entrevues et des discussions avec les parties prenantes du projet. Je vous remercie de m'avoir accueilli à votre bureau et pour votre temps précieux aujourd'hui.

But : Le but de cette discussion est de déterminer si les résultats escomptés ont été atteints, identifier les points forts et les défis liés aux objectifs généraux et aux résultats attendus du projet et donner des recommandations et des points d'apprentissage afin de tirer les leçons apprises qui peuvent guider la prise de décision dans la planification future. Vous avez été choisi pour participer à cette discussion en raison de votre implication dans le projet et de votre connaissance de la situation que nous cherchons à comprendre. Vos réponses contribueront à améliorer le programme de DRC et ses partenaires à l'avenir, ensuite d'entendre et d'apprendre sur vos opinions, expériences et idées liées au projet «**Vijana Wenye Nguvu kwa Amani**» soutenu par DRC et ses partenaires, plus précisément, comment le projet a été mis en œuvre dans votre communauté, les lacunes majeures dans la mise en œuvre du projet et la prestation des services, les contributions et limites de DRC et ses partenaires dans le renforcement du système de dialogue communautaire, résilience économique et la consolidation de la paix pour la préparation de son personnel afin d'améliorer leurs actions futures.

Confidentialité : Les informations que vous me fournissez seront conservées en toute confidentialité. Dans le rapport, je me référerai au niveau de l'équipe DRC et ses organisations partenaires plutôt qu'à tous les noms individuels, à moins que je ne demande et ne reçoive votre permission d'attribution (c'est-à-dire des citations des noms) à l'avance.

Temps requis : La discussion prendra environ 45 minutes à 1h, nous poserons des questions ouvertes sur le projet « **Vijana Wenye Nguvu kwa Amani** ». Nous ne vous demanderons pas de divulguer des renseignements personnels vous concernant.

Nous prendrons des notes mais vos noms ne seront pas enregistrés. Votre participation et vos commentaires sont confidentiels. Il est important que vous vous sentiez en sécurité et libre de parler.

QUESTIONS

Objectif 1 : Evaluer la Pertinence du projet

- En quoi vos stratégies utilisées dans le cadre de ce projet étaient-elles appropriées par rapport au contexte, spécifiquement :
 - ✓ **Recherche-action participative**
.....
 - ✓ **Dialogue inter- et intra-communautaire**
.....
 - ✓ **Engagement (Dialogue/Plaidoyer) avec les autorités**
.....
- Etant membre d'équipe de mise en œuvre du projet, quels peuvent être les risques majeurs que vous n'avez pas pris en considération ? et pourquoi ?
- Selon vous, qu'est ce qui rend ce projet pertinent par rapport aux besoins à couvrir ?

Objectif 2 : Evaluer l'efficacité du projet

- Depuis le début du projet jusqu'à maintenant, quelles sont les activités de dialogue inter et intra-communautaire qui ont été entreprises en commun par les autorités politiques et traditionnelles ?
- Dans quelle mesure le dialogue ouvert et/ou les actions collectives organisées pendant la mise en œuvre du projet ont contribué à améliorer les relations intercommunautaires ?
- Depuis le début du projet jusqu'à nos jours, quelles attitude et/ou engagements contribuant à améliorer le dialogue ou la médiation avez-vous remarqué auprès des autorités politiques et/ou traditionnelles ?
- Quelles approches positives avez-vous remarqué depuis le début du projet jusqu'à nos jours dans les interactions entre les membres des communautés et les forces de sécurité ?

Objectif 3 : Evaluer la durabilité du projet

- Quels sont les défis qui constituent un blocage à la pérennité des activités de ce projet ?
- Comment voyez-vous la continuité des activités de ce projet après le départ de DRC et

ses partenaires ?

Objectif 4 : Evaluer l'impact du projet

- Depuis le début du projet jusqu'à aujourd'hui, quelles améliorations avez-vous remarqué dans les relations inter communautaires :
 - ✓ **Cohabitation pacifique**
 - ✓ **Résolution des conflits**
 - ✓ **Les services de sécurité/ANR et PNC**
- Dans quelle mesure pensez-vous que les activités du projet ont influencées sur le comportement du groupe cible ?
 - ✓ **Les sensibilisations**
 - ✓ **Le dialogue**
 - ✓ **Le cash/Résilience**
 - ✓ **La construction du centre des jeunes**
- Dans quelle mesure le soutien de DRC et ses partenaires au maintien de la paix a eu un impact positif ou négatif ?
- Qu'est-ce qui indique qu'il y a eu un encouragement au dialogue, aux sensibilisations et à la création des AGRs au profit des jeunes ?

Objectif 5 : Evaluer l'efficacité du projet

- Selon vous, comment est-ce que les intrants (financiers, ressources humaines, équipements) ont-ils été dépensés et utilisés comme prévu par le projet ?
- Selon vous, la coordination de travail au sein des staffs de DRC avec les partenaires du consortium, les parties prenantes, la communication interne et externe a-t-elle contribué à la cohérence dans la mise en place du projet ?

Objectif 6 : Questions transversales

- Dans quelle mesure vos activités faisaient participer les femmes et les jeunes ?
 - ✓ **Jeunes filles**
 - ✓ **Jeunes garçons**
- Comment pouvez-vous renforcer l'intégration des dimensions genres et jeunesse pour promouvoir la consolidation de la paix et une gouvernance inclusive ?
- Dans quelle mesure adhérez-vous aux principes de « Do no harm » ?
- Faisiez-vous appel à la sensibilité aux conflits lors de la mise en œuvre et de l'adaptation des stratégies du projet ?
- Dans quelle mesure le code de bonne conduite de DRC a été respecté durant la mise en œuvre du projet ?

Guide de rapportage de l'outil 2 (Pour le rapporteur)

Nom du participant :	
Position :	
Organisation :	
Lieu :	
Date :	
L'heure du début :	
L'heure de la fin :	

Objectif	Réponses données	Qui? (profil de l'intervenant)	Observations
1. Evaluer la pertinence du projet			
2. Evaluer l'efficacité du projet			
3. Evaluer la durabilité du projet			
4. Evaluer l'impact du projet			
5. Evaluer l'efficience du projet			
6. Questions transversales			

Termes de Référence

Evaluation finale du projet UNPBF : Vijana Wenye Nguvu kwa Amani

Organisation	Conseil Danois pour les Réfugiés
Mission	République Démocratique du Congo
Zone d'intervention	Masisi (Kitchanga, Mweso et Nyamitaba) et Beni ville
Type de la mission	Evaluation finale
Durée :	1 mois et demi (30 jours ouvrables)
Date de l'intervention :	Le 10 Décembre 2020
Responsable :	Fabrice Kavughe Lusenge et Delu Lusambya Mwenebyake
Personne à contacter :	Delu LUSAMBYA
Titre du projet	"Vijana Wenye Nguvu kwa Amani : Jeunes Outillés pour la paix"

A propos de l'organisation

Le Conseil Danois pour les Réfugiés / Danish Refugee Council (DRC) – Groupe Danois de Déminage (DDG) est une organisation non gouvernementale internationale qui promeut et soutient les solutions durables aux problèmes des personnes réfugiées et déplacées dans le monde. Dans la République démocratique du Congo, DRC est présente dans les provinces du Nord Kivu, de l'Ituri et du Haut Uele, où nous essayons de renforcer l'environnement protecteur autour des populations touchées par le déplacement. Les programmes de DRC-DDG comprennent la protection, la protection de l'enfance, l'éducation, la fourniture d'abris et les initiatives de consolidation de la paix. DRC-DDG met en œuvre une approche multisectorielle pour répondre aux besoins des jeunes, combinant protection de l'enfance et éducation. La réponse d'urgence de DRC-DDG en RD du Congo soutient les populations touchées par le déplacement à travers les programmes de protection, d'abris, d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) et de produits non alimentaires. En outre, DRC-DDG mène des activités de rétablissement des moyens d'existence afin de faciliter la résilience et de réduire les vulnérabilités.

A propos du projet

Le projet "Vijana Wenye Nguvu kwa Amani : Jeunes Outillés pour la Paix", financé par le Fonds de Consolidation de la Paix de l'ONU (UN PBF), et mis en œuvre par DRC-DDG, Pole Institute, Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral (SOFEPADI) et Action Solidaire pour la Paix (ASP), vise à fournir aux jeunes femmes et hommes de Beni (ville), Mweso, Nyamitaba et Kitchanga, un sentiment d'appartenance active à leur communauté en soutenant leur participation dans les efforts de gestion, de réduction de la violence et de la criminalité, de promotion de la paix et de dialogue démocratique, ainsi que dans l'analyse et gestion pacifique des conflits et la construction de leur résilience économique en appuyant leurs projets d'avenir, dans le but de prévenir et/ou réduire leurs motivations à rejoindre les groupes armés.

Objectif Général du projet : *Fournir aux jeunes un sens d'appartenance, une identité positive et objective dans le but de réduire leurs motivations à rejoindre les groupes armés.*

Objectifs spécifiques :

1. Accroître la participation des jeunes dans les processus de dialogue communautaire ;
2. Renforcer la capacité des jeunes dans l'analyse et la gestion de conflits et la consolidation de la paix ;
3. Etablir une base pour la résilience économique des jeunes à travers la planification individualisée et le soutien en moyens de subsistance.

Pour arriver à atteindre ces objectifs fixés dans le cadre du projet, quelques activités ont été réalisées en groupant les objectifs spécifiques en deux objectifs principaux :

Objectif 1 : Les jeunes femmes et hommes de Masisi et Beni sont intégrés dans les processus de dialogue démocratique dans la communauté et participent activement à la réduction de la violence et des conflits inter/intracommunautaires.

Résultats :

R1. Les jeunes femmes et hommes sont engagés dans leur communauté et la confiance intergénérationnelle et intercommunautaire est établie et/ou renforcée ;

R2. Les jeunes femmes et hommes participent activement dans la gestion, la médiation et prévention des conflits inter et intracommunautaires ;

R3. Les jeunes femmes et hommes sont outillés pour lutter contre les discours de haine, en acquérant la capacité d'analyser de façon critique des messages politiques publiques et en travaillant ensemble pour plaider en faveur de la prévention et la réduction de violence.

Afin d'atteindre les objectifs précités, les activités suivantes ont été développées dans les différentes zones d'intervention du projet :

Activités :

- ✓ Mener les dialogues démocratiques ;
- ✓ Faire des sensibilisations sur le droit de l'homme et de la femme ;
- ✓ Construction des centres de jeunes/centres communautaires ;
- ✓ Formation des bénéficiaires du projet en éducation civique, communication non-violente, technique de la gestion et résolution pacifique de conflits ;
- ✓ Forums communautaires sur les thèmes du rôle du genre, de l'autonomisation des femmes et de la masculinité positive ;
- ✓ Formation des bénéficiaires en analyse de contexte et d'acteurs, en analyse de messages politiques et médiatiques, techniques de plaidoyer ;
- ✓ Radiodiffuser à travers Pole FM les interventions des jeunes sur leur rôle clé dans la consolidation de la paix, la réconciliation et leur participation dans la gestion de conflits dans leurs communautés.

Objectif 2 : Les jeunes femmes et hommes (ciblés) de Masisi et Beni contribuent à la stabilisation accrue de leurs communautés à travers leur propre autonomisation et la résilience économique.

Résultats :

R1. Les jeunes femmes et hommes comprennent leur environnement économique et professionnel et sont capables d'identifier les opportunités ;

R2. Les jeunes ciblés remettent en œuvre leurs plans professionnels et/ou de formation.

Activités :

1. Etude de marché du travail de manière participative avec les jeunes et les membres des communautés ;
2. Soutien aux jeunes dans l'identification des domaines pertinents d'intérêts professionnels et appui à leur formulation des plans individualisés pour la résilience économique ;
3. Soutien individuel aux jeunes dans l'élaboration de leur plans individualisés ;
4. Aide dans l'organisation d'aide mutuelle et/ou établir des sessions de réseautage ;
5. Soutien aux jeunes dans la mise en œuvre de leurs plans d'actions de résilience et autonomisation à travers le mentorat, l'apprentissage, les opportunités de formation et les kits de démarrage.

Objectifs de l'évaluation

Evaluer la pertinence, cohérence, efficacité, efficience et la durabilité de l'approche, ainsi que l'intégration de l'approche genre dans les interventions du projet au niveau des bénéficiaires. En d'autres termes, déterminer si les résultats escomptés ont été atteints, identifier les points forts et les défis liés aux objectifs généraux et aux résultats attendus du projet et donnez des recommandations et des points d'apprentissage.

La pertinence du projet. A ce niveau, l'évaluation vise à :

- Evaluer la pertinence par rapport aux priorités initiales, sectorielles et les besoins spécifiques des bénéficiaires et des partenaires du projet ;
- Apprécier si les résultats du projet étaient réalistes et spécifiques pour résoudre les problèmes identifiés ;
- Évaluer le respect entre les résultats attendus et les priorités des principaux acteurs, en particulier des bénéficiaires ;
- Évaluer les ajustements qui ont été effectués et ce qui pourrait être fait d'autre si nécessaire.

L'efficience du projet. A ce niveau, l'évaluation vise à évaluer la façon dont les ressources du projet ont été transformées en résultats attendus par le biais des activités. Concrètement, elle vise à apprécier si :

- Les intrants (financiers, ressources humaines, équipements) ont été dépensés et utilisés conformément au plan ;
- Des changements importants ont été apportés à la planification du projet et s'ils ont été utiles ;
- les activités planifiées ont été mises en place, et dans quelle proportion
- Les dépenses financières sont conformes au plan et réalistes ;
- Les données de suivi ont été collectées comme prévu, stockées et utilisées pour informer les plans d'activités ;
- Les relations de travail au sein de l'équipe, avec les partenaires, les parties prenantes et les donateurs, la coordination et l'échange avec les projets connexes, la

communication interne et externe a contribué à la cohérence dans la mise en place du projet ;

- Des processus d'apprentissage tels que l'auto-évaluation ont été systématisés.

L'efficacité. A ce niveau, l'évaluation vise à évaluer les principales réalisations du projet par rapport à ses résultats afin d'atteindre l'objectif principal du projet. Il s'agira d'une évaluation systématique des progrès basée sur le suivi des données pour le produit et résultats prévus. En particulier, l'évaluation appréciera :

- Le niveau d'atteinte des objectifs spécifiques par rapport aux indicateurs prévus ;
- L'influence des facteurs externes sur la réalisation des activités et des résultats ;
- Dans quelle mesure les partenaires et les bénéficiaires directs sont-ils satisfaits des résultats du projet.
- Le système de collecte et traitement des données
- La mise en place des activités planifiées et non planifiées

Impact. Au niveau de l'impact, cette évaluation vise à vérifier dans quelle mesure le projet contribue à un effet positif à long terme sur les bénéficiaires et les communautés en générale et surtout la contribution aux objectifs initiaux prévus.

Concrètement, l'évaluation veut apprécier :

- Les effets / impacts que les bénéficiaires, les partenaires et les groupes ciblés ou non ciblés ressentent du projet et que les changements sont durables ;
- Dans quelle mesure le projet a tenu compte des aspects genres ;
- L'impact des formations/renforcement des capacités des équipes impliqués dans la gestion du projet ;
- L'impact pour les utilisateurs des infrastructures construites par le projet : Centres des jeunes, toilettes, etc. ;
- L'impact des changements intervenus dans le projet suite au contexte, sur la réalisation des objectifs du projet.

Durabilité. A ce niveau l'évaluation vise à évaluer les facteurs clés affectant la durabilité du projet, tels que :

- La contribution du projet à la dynamique communautaire sur les plans social, culturel, politique, technique, économique, environnemental, institutionnel et organisationnel ;
- Les capacités des partenaires et bénéficiaires d'assurer la continuité des activités du projet après le projet ;
- Le niveau de renforcement des capacités locales afin de renforcer et d'assurer la durabilité ;
- Niveau des connaissances de la communauté et des bénéficiaires sur les approches utilisées.

Livrables : *outils méthodologiques détaillés, guides d'entretiens et de focus-groups, rapport préliminaire et final.*

Développer des méthodes d'évaluation participatives, impliquant les partenaires associés.

- L'évaluation peut prévoir jusqu'à 30 jours d'ateliers de rencontre/visite de terrain rassemblant l'ensemble des partenaires pour une évaluation participative de l'impact, des résultats atteints et des recommandations pour une phase future ;

- L'évaluation démontre que ses méthodes et approches sont participatives et garantissent l'accès aux groupes vulnérables.

Livrables : proposition d'agenda, notes de facilitation, rapport de restitution d'atelier.

L'évaluation visera également à documenter les succès, les bonnes pratiques, et les difficultés rencontrées durant le déroulement du projet. Elle permettra d'identifier des barrières sur lesquelles travailler dans une prochaine phase et les opportunités à soutenir pour améliorer les interventions futures et contribuer à l'apprentissage programmatique de DRC et du Fonds de Consolidation de la Paix de l'ONU (UN PBF). Les résultats de l'évaluation finale seront partagés avec l'équipe de DRC, Pole Institute, ASP, SOEGEDI, le Bureau Intégré de la MONUSCO, le bailleur UN PBF, le ministère de plan au niveau provincial et national.

Résultats attendus

L'évaluation finale devra établir le bilan relatif aux différents points énumérés ci-dessus et les principales leçons apprises. L'évaluation devra fournir une appréciation générale de la qualité du travail accompli et des résultats obtenus par rapport aux objectifs et indicateurs objectivement vérifiables mentionnés dans le document de projet.

Les étapes de l'évaluation

1. Confirmer et adapter au besoin les objectifs et questions de recherches avec l'équipe de coordination et de projet.
2. Proposer les outils et méthodologies qui permettront de répondre aux questions spécifiques de l'évaluation. Ces outils ainsi que la proposition révisée seront proposés pour validation dans un rapport initial.
3. Récolter et analyser les données documentaires secondaires, dont l'analyse des données de suivi et de projet.
4. Conduire les éléments de recherche primaire à Beni et dans le Masisi (en étroite collaboration avec l'équipe PBF et évaluation) afin d'établir et de quantifier la performance du projet en rapport aux indicateurs et objectifs du projet.
5. Proposer une première version du rapport à DRC.
6. Faciliter un atelier de restitution ouvert aux membres du projet, partenaires et autres acteurs.
7. Intégrer dans le rapport final les *feed-back* de DRC et des partenaires, issus de l'atelier de restitution.

Méthodologie

Afin de mesurer l'atteinte des indicateurs, la démarche méthodologique proposée sera déterminée par l'équipe de l'évaluation qui sera recrutés par DRC. DRC recommande des méthodes mixtes et participatives. La récolte de données primaires devra permettre de trouver des réponses aux questions posées auprès des personnes bénéficiaires/ non bénéficiaires et/ ou explorer les effets possibles hors des zones du projet. L'équilibre et la complémentarité entre les mesures quantitatives et qualitatives seront appréciées. L'analyse et la collecte de données désagrégées devra montrer un niveau de rigueur acceptable et représentatif des unités de référence du projet.

DRC mettra à disposition du consultant les éléments suivants :

1. Les documents du projet (outils de référence ou les outils produits dans le cadre du projet, le cadre logique, les rapports mensuels des partenaires, les rapports biannuels et intermédiaires) ;
2. Le calendrier de travail et de rencontres avec les principaux acteurs partenaires et les bénéficiaires ;
3. Les moyens logistiques (planification des rendez-vous, salle pour entretien, matériels et fourniture, déplacements, ...).

Interlocuteurs clé

1. L'équipe de Projet – DRC-DDG ; Pole Institute ; SOFEPADI et ASP ;
2. Les principaux interlocuteurs communautaires engagés dans le projet par ex. Commissions de ciblage, leaders locaux etc. ;
3. Les jeunes accompagnés dans le cadre du projet et acceptant de témoigner de leur expérience.

Livrables

1. Une proposition méthodologique détaillée comprenant les principaux outils utilisés suivant la revue de la documentation du projet (Document initial sur la méthodologie appliquée) ;
2. Une version préliminaire du rapport suite à la collecte de données sur le terrain (mi-parcours), partagé au Chef de projet, à la Coordination protection et au département M&E du DRC pour remarques, observations et corrections éventuelles avant établissement et validation du rapport définitif.
3. Organisation, facilitation et restitution écrite du travail d'évaluation du projet réunissant l'ensemble des partenaires et acteurs clés de la mise en œuvre du projet ;
4. Finalisation du rapport d'évaluation, intégrant les remarques des membres de l'équipe DRC et des partenaires.

Calendrier et plan de travail

Le calendrier de travail proposé ne doit pas dépasser 30 jours ouvrables, le consultant devra le prendre en considération dans son offre technique, en particulier le nombre de jours prévus sur le terrain ainsi que pour la rédaction et la finalisation du rapport.

	Activités	Période en semaines			
		S1	S2	S3	S4
1	Sélection du consultant et finissage procédure administratives	■			
2	Analyse documentaire	■			
3	Récolte de données primaires sur terrain		■	■	
4	Rédaction du rapport				■
5	Débriefing avec les partenaires du consortium				■
6	Production et validation du rapport final				■

Profil du consultant

La mission d'évaluation sera menée par un consultant externe faisant preuve de compétences et d'expérience avérées en matière de méthodes et de techniques d'évaluation de projets.

- Au moins 5 années d'expérience avérée dans la consolidation de la paix, sécurité, sciences sociales etc. ;
- Au moins 7 années d'expérience avérée dans l'évaluation de projet ;
- Expérience avérée dans la conception des outils de collecte des données et la réalisation des enquêtes mixtes (qualitatives et quantitatives) ; et dans la facilitation de groupes de discussions et conduite d'entretiens individuels ;
- Expérience démontrée en facilitation et restitution d'ateliers ; y compris avec un public diversifié (représentants de l'administration étatique, services décentralisés, relais communautaires).
- Une expérience similaire dans les zones concernées du Projet sera considérée comme un atout ;
- Excellentes capacités rédactionnelles en français ;
- La maîtrise de Swahili sera considérée comme un atout.

Dissémination des conclusions

Les résultats de l'évaluation finale seront partagés avec l'équipe de DRC, le Bureau Intégré de la MONUSCO, le bailleur UN PBF, Pole Institute, ASP, SOEGEDI, le Bureau Intégré de la MONUSCO, le bailleur UN PBF, le ministère de plan au niveau provincial et national. Les résultats et recommandations seront partagées de manière externe uniquement après décision du senior management de DRC. Le rapport final ainsi que toutes les données récoltées resteront la propriété de DRC. Si des sections particulières sont utiles et estimées pertinentes à partager aux autres acteurs de la communauté humanitaire, DRC se réserve le droit d'établir un rapport séparé reprenant des extraits de l'évaluation finale.

Considérations Ethiques

L'équipe d'évaluation s'assurera qu'aucun participant à l'évaluation, ne le fait de manière contrainte. Tous les participants auront été assurés qu'ils ne risquent pas de conséquences négatives s'ils choisissent de ne pas participer et que les informations qu'ils donnent seront confidentielles et anonymes, sauf dans des cas spécifiquement identifiés pour lesquels l'évaluateur a obtenu la permission de citer la personne. L'équipe d'évaluation obtiendra des consentements informés des participants. Ceci est également valable pour les images, enregistrements, vidéos et autres médias. Les conditions d'utilisation des informations et des médias doivent être stipulées clairement dans le consentement. L'évaluateur est tenu de respecter les règles de confidentialité et d'anonymat de DRC. L'équipe d'évaluation ainsi que toute personne impliquée dans l'évaluation comme prestataire de service sont tenues de respecter le code de conduite de DRC dans leurs contacts avec les bénéficiaires, les équipes et partenaires.